



L'Inde à la recherche d'un statut international

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

Du Lieutenant colonel Vincent SEVERIN

Dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique de l'Asie »

Directrice : Valérie Niquet
Maître de conférence
à l'Institut de stratégie comparée
de l'Université Paris I

Mars 2003

L'Inde à la recherche d'un statut international

Introduction

Partie I Les Traces de l'histoire

Les empires qui ont façonné l'Inde
L'éclatement de l'Empire des Indes

Partie II La politique indienne du Congrès

La recherche d'une influence diplomatique
Mais une influence économique limitée
Avec un certain nombre d'échecs politiques

Partie III La renaissance d'une Inde forte ?

Aspects démographiques et économiques
Aspects militaires
Aspects diplomatiques

Conclusion
Annexes
Bibliographie

TABLE DES MATIÈRES

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE	1
TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION.....	4
1. LA NAISSANCE D'UNE NATION.....	6
1.1. LES EMPIRES QUI ONT FAÇONNE L'INDE	6
1.2. LA PARTITION DE L'EMPIRE DES INDES.....	9
2. LA POLITIQUE INDIENNE DU CONGRES	12
2.1. LA RECHERCHE D'UNE INFLUENCE DIPLOMATIQUE.....	13
2.1.1. <i>L'Inde et le mouvement des non-alignés</i>	13
2.1.2. <i>Les relations avec la Russie</i>	14
2.1.3. <i>L'implication de l'Inde dans la stabilité des états frontaliers</i>	15
2.2. UNE INFLUENCE ECONOMIQUE LIMITEE.....	17
2.2.1. <i>Une économie à faible croissance</i>	17
2.2.2. <i>Puis un endettement de l'Etat</i>	19
2.3. AVEC UN CERTAIN NOMBRE D'ECHECS POLITIQUES	20
2.3.1. <i>L'échec de l'amélioration des relations avec le Pakistan</i>	20
2.3.2. <i>Un encerclement indien par le jeu des alliances chinoises</i>	22
3. LA RENNAISSANCE D'UNE INDE FORTE	24
3.1. ASPECTS DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES.....	24
3.1.1. <i>La population et le nationalisme hindou</i>	24
3.1.2. <i>La poursuite du développement de son économie</i>	28
3.2. ASPECTS MILITAIRES.....	31
3.2.1. <i>L'accession au statut de puissance nucléaire</i>	31
3.2.2. <i>Le développement d'une puissance militaire</i>	37
3.3. ASPECTS DIPLOMATIQUES.....	39
CONCLUSION	46
ANNEXES	47
ANNEXE 1	48
ANNEXE 2	49
ANNEXE 3	50
ANNEXE 4	51
ANNEXE 5	51
ANNEXE 5	52
ANNEXE 6	53
ANNEXE 7	54
ANNEXE 8	55
ANNEXE 9.1	56
ANNEXE 9.2	57
ANNEXE 10.1	58
ANNEXE 10.2	59
ANNEXE 11.1	60
ANNEXE 11.2	61
BIBLIOGRAPHIE	62
<u>OUVRAGES :</u>	62
<u>SITES INTERNET :</u>	62
<u>JOURNAUX, MAGAZINES ET REVUES :</u>	64

L'Inde à la recherche d'un statut international

“ L'Inde, avec sa taille, l'ancienneté de sa civilisation, son expérience démocratique et sa force potentielle, est du plus grand intérêt pour le bien-être du monde et sa sécurité. La croissance économique de l'Inde, le développement de son marché, sa puissance politique et militaire, sont cruciaux pour le progrès et la stabilité de l'Asie ”

S. Dutta

INTRODUCTION

L'Inde est le pays des immensités. Géographiquement, elle se situe au 7^{ème} rang mondial par sa superficie de 3,29 millions de km². Grande comme l'Europe sans la Russie, l'Inde est un triangle remontant inexorablement vers le nord en formant ainsi les plus hautes montagnes du monde, la chaîne de l'Himalaya. Les deux autres côtés font face à la mer d'Oman et au Golfe du Bengale et se rejoignent à sa pointe Sud, le cap Comorin. Ses côtes avec l'Océan indien représentent subséquemment 6100 km.

Sociologiquement et philosophiquement, L'Inde est un riche mixage de religion et de culture où un système de castes organise encore aujourd'hui la société. Elle regroupe en effet des Hindous, des Musulmans, des Chrétiens, des Sikhs, des Bouddhistes, des Jaïns, des Parsis, des Juifs,... Elle dispose de deux langues officielles – l'hindi et l'anglais – et 18 langues nationales sont reconnues par la constitution et parlées dans les Etats. De plus, on dénombre 1652 langues ou dialectes locaux.

Historiquement, l'Inde a connu de nombreuses invasions qui l'ont façonnée.

Politiquement, elle est la plus grande démocratie du monde et elle compte plus de 200 partis politiques. Enfin, l'Inde est le deuxième pays du globe par sa population¹ qui représente 1/6^{ème} de

¹ En 1998, l'Inde a atteint le milliard d'habitants. Sa population croît chaque année et elle était de 1,033 milliard en 2001.

l'humanité. Elle devrait même devancer la Chine vers 2020².

Ces immensités en font sa force mais aussi sa faiblesse car l'Inde doit aujourd'hui mener à bien cinq révolutions. La première est une révolution culturelle car la structure de sa société évolue d'un système de castes vers un système de droit civil à l'occidental. La seconde est une révolution fédérale. On assiste en effet à une diminution du pouvoir central au profit des États de l'Inde. La troisième est une révolution idéologique. Elle doit à présent se poser la question de savoir ce que veut dire être indien dans ce pays de contrastes. La quatrième est une révolution économique et industrielle car l'Inde se situe entre les pays du tiers monde et les pays industrialisés. Enfin, la cinquième est une révolution dans le domaine de l'information.

Bien qu'elle soit consciente de ses handicaps et qu'elle tente de les surmonter, l'Inde ne semble pas en mesure de s'imposer dans un avenir proche comme une grande puissance internationale au même titre que la Chine car il lui faudra du temps pour répondre à l'ensemble de ces défis.

Dans un premier temps, une évocation rapide de l'histoire de l'Inde nous permettra de mieux comprendre sa situation au début de son indépendance. Puis, dans un deuxième temps, nous analyserons comment cet État fédéral a cherché à s'affirmer comme État nation et à être influent sur la scène internationale. Enfin, dans un troisième temps, nous dresserons un bilan de la position actuelle de l'Inde dans le concert des nations.

² Rapport d'information 476 (98-99) – Commission des finances, « l'Inde en mouvement : une chance à saisir pour la France ».

1. LA NAISSANCE D'UNE NATION

L'Inde, en tant que nation, est née en 1947 suite à l'indépendance accordée par les Britanniques. Jusqu'à cette date, divers empires se sont succédés, apportant chacun une pierre à cet édifice, la démocratie, qui naît dans la douleur.

1.1. Les empires qui ont façonné l'Inde

L'Inde est le fruit de 4000 ans de métissage entre des peuples différents quant à leur culture, leur langue et leur religion. Les Dravidiens, les Aryens, les Arabes, les Turcs, les Afghans et les Moghols ont tour à tour façonné l'Inde.

Vers - 30 000 ans, des petits groupes d'humains, les proto-australoides, vivent en Inde et sont organisés en tribus régnant chacune sur une zone de chasse et ne cultivant pas la terre. Il s'agit d'une société matriarcale, pratiquant la polyandrie. La langue parlée est le munda. Ces populations seront repoussées par les Dravidiens et les populations du Nord³.

La civilisation dravidienne est considérée comme étant la première civilisation indienne. Elle est apparue vers le IV^{ème} siècle avant J.-C.⁴ dans la vallée de l'Indus⁵ et la plaine du Gange et elle repose sur le corpus védique. Les dravidiens semblent appartenir à une civilisation appelée indo-méditerranéenne (Ibères, Étrusques, Libyens, etc.). Ils forment une société de petits états centralisés et commerçants à forte culture (religion, écriture). Ils sont d'ailleurs considérés comme les plus vieux marchands du monde. Vers 2500 ans avant J.-C., la civilisation de l'Indus apparaît. Elle est en fait l'aboutissement de siècles de maturité de cette civilisation dravidienne.

Ce furent les Maurya (325 av. J.-C.) qui, pour la première fois et en deux générations, soumettront à leur autorité une importante partie de l'Inde indo-gangétique (annexe 1). Cet empire parvint en effet à unifier l'Inde à l'exception de l'extrémité méridionale du sous-continent.

³ Ces populations se concentrent de nos jours en Assam, en Inde centrale et sur les îles Nicobar. Elles représentent soixante sept millions d'individus. On les appelle les Adivasi, « les premiers habitants ».

⁴ Les Indiens ont découvert, en juillet 2002, les ruines d'une cité engloutie dans le golfe de Khambhat. Son existence remontait à environ 7500 ans avant J.-C., soit bien avant les premières grandes installations urbaines en Mésopotamie aux alentours de 4000-5000 av. J.-C.. Cette découverte laisse à penser qu'il y a peut-être eu une civilisation antérieure à celle des Dravidiens.

⁵ La vallée de l'Indus marquera l'histoire de l'Inde car elle sera bien souvent la limite des conquêtes des diverses civilisations du croissant fertile, bassin du Tigre, de l'Euphrate et du Nil.

Le bouddhisme fut alors introduit dans toute l'Inde par des missionnaires de l'empereur Asoka.

Les premières pénétrations musulmanes auront lieu tout d'abord en 712. Mais, il faudra attendre Muhammad Ghur pour qu'un premier conquérant musulman s'installe de façon durable en Inde. A sa mort, un de ses généraux, Qutbud Din, prit le titre de sultan de Delhi et fonda le premier empire musulman en Inde (annexe 2). Il réprima les insurrections indiennes et contint la poussée des Mongols sur l'Indus. A cette époque, seules les Rajpoutes continuèrent de résister aux Musulmans. L'Islam se diffusa alors rapidement car la conquête s'accompagnait de nombreuses conversions notamment dans le bassin de l'Indus et au Bengale, et ce malgré l'hostilité des castes supérieures indiennes. Au XIV^e siècle, les Musulmans de l'Inde représentent approximativement 25 % de la population. Seuls les Indiens islamisés sont admis au plus hautes fonctions politiques et les royaumes indiens qui subsistent sont soumis au tribut. Durant cette période, un style indo-musulman et l'Urdu - langue perse mêlée d'hindi - apparaissent. Les conditions économiques et sociales entraîneront le déclin de cet empire et la sécession des sultanats. L'Inde se retrouve donc morcelée vers 1475 en divers sultanats. Cette structure de l'Inde ne doit pas être oubliée lorsqu'on souhaite comprendre l'Inde d'aujourd'hui et les fondements de sa politique intérieure.

La cinquième unification de l'Inde sera l'œuvre de la dynastie moghole du musulman Bâbur au XVI^{ème} siècle (annexe3). Chassé d'Asie par les Ouzbeks, la conquête par Bâbur va avoir lieu à partir de l'Afghanistan en 1504. L'empire va s'étendre sous les règnes successifs de Akbar, Jahangir et Aurangzeb. Akbar divisera le pays en provinces et supprimera le tribut - la *jiziya* - payé par les non-Musulmans, ce qui améliorera les relations interconfessionnelles. Sous Jahangir., le mausolée du Taj Mahal sera construit et les persécutions à l'égard des hindouistes reprendront. C'est également sous son règne que le premier comptoir de la Compagnie anglaise des Indes Orientales sera installé à Madras en 1690. Les premiers comptoirs seront créés par les Portugais qui, après avoir construit quelques forts au Kerala, s'installent à Goa en 1510 afin de disposer d'un port pour contrôler le commerce des épices. Les Moghols se heurteront à la puissance montante : les Marathes. De plus, l'intolérance religieuse d'Aurangzeb, qui réinstaura la *jiziya* et les persécutions contre les hindouistes, et sa mauvaise administration de l'empire provoqueront des révoltes chez les Rajpoutes et les Sikhs. Le grand Moghol est donc affaibli lorsque les Marathes le repousseront au nord-ouest du pays. Puis, il sera vaincu par un envahisseur afghan en 1761.

A partir de ses comptoirs, le long des côtes indiennes, l'Angleterre entreprend alors la conquête du pays. La sixième unification de l'Inde est donc l'œuvre des Britanniques. L'annexion des principautés se fera par les armes ou en appliquant la règle de l'interruption. Pour les Etats hindous n'ayant pas d'héritier, la désignation d'un nouveau roi doit, à cette époque, être approuvée par le gouvernement britannique. Ainsi, l'Angleterre rattachera des Etats comme le Satara en 1848, le Jhansi en 1853 et le Nagpur en 1854. Suite à la grande mutinerie des Cipayes en 1857, mutinerie qui demandera une année de dur combat aux Anglais pour rétablir leur mainmise sur la région, le parlement anglais vote le 2 août 1858 le *Government of India Act*. Le pouvoir de la Compagnie des Indes est, par conséquent, transmis à la couronne britannique (annexe 4).

A cette date, l'Inde est un brassage de peuples, de cultures et de religions dû à diverses invasions qui se sont faites principalement par le nord-ouest. Ses conquêtes ont toujours laissé une certaine liberté aux principautés qui formaient les empires ainsi créés. De plus, l'unité réelle du pays n'a eu lieu que lors des périodes de grandes tolérances religieuses.

L'Inde est aussi un espace géostratégique important car elle contrôle l'accès par la terre à l'Océan indien lorsque l'on vient du nord. En outre, elle dispose de frontières avec le Moyen-Orient et le Caucase.

L'Empire des Indes joue également un rôle crucial dans le commerce mondial puisqu'il contrôle la route de la soie au nord-ouest et les échanges maritimes entre l'Asie et l'Europe. En effet, grâce à la domination maritime britannique il a la mainmise sur l'Océan indien (ce qui vaudra d'ailleurs à cet océan l'appellation de « lac anglais »). Ses ports sont une halte obligatoire pour les navires qui doivent attendre les changements de vent pour poursuivre leur route. Cet empire s'enrichit rapidement grâce aux nombreux échanges commerciaux qui se font dans les comptoirs car on y trouve aussi bien des marchandises en provenance d'Occident, du Moyen-Orient et d'Asie, que des biens produits à l'intérieur du pays.

Cette date marque cependant la fin d'un monde, celui de l'Inde féodale de l'époque pré-coloniale, mais aussi l'aube d'un nouveau monde, celui de l'Inde indépendante.

1.2. La partition de l'Empire des Indes

Les premiers mouvements nationalistes apparaissent à la fin du XIX^{ème} siècle en réponse à la consolidation du pouvoir britannique et à l'influence de la culture occidentale en Inde. En 1885, deux courants nationalistes se détachent : l'Indian National Congress et le Mouvement musulman. En 1916, le Congrès et la Ligue musulmane signent un accord pour un programme commun mais cette alliance ne résiste qu'une année aux tensions et désaccords. Pour lutter contre les Anglais, Gandhi appelle à la désobéissance puis à la résistance passive. Après le boycott des élections, il demande de boycotter les tribunaux et les écoles ; bref tout ce qui est Britannique.

Le 3 septembre 1939, l'Angleterre déclare la guerre aux forces de l'axe. Le vice-roi Linlithgow annonce que l'Inde participera à l'effort de guerre. Mais, cette déclaration unilatérale provoque la colère de Nehru et de Gandhi qui refuse d'apporter d'emblée leur soutien sans contrepartie. La Ligue musulmane, elle, profite de la situation pour se rapprocher des Britanniques en leur apportant son soutien. Pour la Ligue musulmane, il devient évident que les plans britanniques concernant le futur de l'Inde, devront inclure la création d'un état musulman rassemblant en une seule entité les Etats du Nord-Ouest et ceux de l'Est. En octobre 1940, Gandhi lance sa campagne contre la guerre. Des milliers de partisans du Congrès sont incarcérés dont Nehru. Fin 1941, le Japon s'allie à l'Allemagne. Churchill, craignant une invasion japonaise de l'Inde, promet aux leaders indiens, en échange de leur soutien, un nouveau statut pour l'Inde puisqu'il se déclare favorable à une accession à l'indépendance. Mais, Nehru et Gandhi refusent ces propositions car elles prévoient, pour répondre aux aspirations musulmanes, que les provinces qui le voudraient pourraient se séparer de l'Inde. Gandhi entame alors une nouvelle campagne de protestation : le mouvement « *Quit India* ». Il demande aux Anglais de quitter l'Inde immédiatement et de laisser les Indiens négocier pacifiquement avec les Japonais. La réponse anglaise ne tarde pas. Gandhi et les leaders du Congrès sont arrêtés. Cependant, la Grande-Bretagne craint désormais de se retrouver au milieu d'une guerre civile.

En 1946, Pethick-Lawrence se rend à New Delhi. Il propose au Congrès et à la Ligue musulmane que le pays soit divisé en trois groupes. Le groupe A regrouperait les provinces à majorité hindoue. Le groupe B rassemblerait les provinces à majorité musulmane (Pendjab, Sind, provinces du Nord-Ouest et Baloutchistan). Enfin, le groupe C serait constitué de la partie musulmane du Bengale. Ces groupes resteraient en partie dépendants d'un pouvoir central qui

aurait en charge les affaires étrangères, la défense et les communications. Jinnah, le responsable de la Ligue musulmane, et Nehru acceptent tout d'abord les propositions des Britanniques. Une mésentente entre les deux hommes va mettre fin à cette proposition de partage. En août 1946, Jinnah appelle la nation musulmane à se soulever. De violents et sanglants affrontements feront plus de 10 000 morts à Calcutta. La guerre civile durera en fait une année et fera des milliers de victimes hindoues et musulmanes. En mars 1947, lord Mountbatten est nommé vice-roi. Il a pour mission de confier le pouvoir aux Indiens le plus vite possible. Il décide, tout d'abord, la partition du Pendjab et du Bengale. Puis, en juillet 1947, le parlement britannique vote *l'Indian Independence Act* qui rend effective la partition du pays en deux Etats - l'Inde et le Pakistan - dans la nuit du 14 au 15 août 1947 (annexe 5).

Le Pakistan est alors constitué de deux territoires, à l'ouest et à l'est de l'Inde, séparés par des milliers de kilomètres. Lorsque la commission chargée de tracer les frontières annonce les résultats de leurs travaux, des millions de personnes, Hindous, Musulmans et Sikhs, traversent les nouvelles frontières afin de trouver refuge là où ils sont majoritairement représentés. Au moins 500 000 personnes trouveront la mort au cours de massacres intercommunautaires. La partition de l'Inde est imparfaite. Il était convenu que les Etats princiers n'auraient le choix qu'entre rejoindre le Pakistan ou rejoindre l'Inde. Mais, sur l'ensemble des principautés, trois refuseront de choisir : le Junagadh, l'Hyderabad et le Cachemire. Les deux premières principautés furent rattachées à l'Inde.

Quant à la troisième, elle va entraîner une profonde rancœur entre l'Inde (qui ne veut pas de cette partition) et le Pakistan qui souhaite récupérer l'ensemble des principautés où la population musulmane est majoritaire. Le cachemire va donc cristalliser toute cette animosité.

Cette situation s'explique par le refus, dans un premier temps, du Maharaja hindou, Hari Singh, de choisir entre l'Inde et le Pakistan. Il déclare, tout d'abord, le Cachemire Etat indépendant. Aucun des deux camps ne souhaitant voir le Cachemire accéder à l'indépendance, les affrontements entre les deux pays ne tardèrent donc pas. En effet, la première guerre indo-pakistanaise eut lieu de 1947 à 1948. Les trois résolutions de l'ONU qui suivirent, permettront la mise en place d'un cessez-le-feu effectif le 1^{er} janvier 1949 (annexe 7). Mais, aucun retrait des forces militaires pakistanaïses et indiennes ne se fera au Cachemire et le référendum ou plébiscite prévu ne pourra être organisé. Le 26 janvier 1950, la constitution indienne entre en vigueur et le

Cheikh Abdullah devient le chef du gouvernement au Cachemire indien. Il organise alors l'élection d'une assemblée constituante, il fait voter l'abolition de la monarchie et il fait élire le Dr Karan Singh (héritier du Maharaja) comme chef de l'Etat.

L'éclatement de l'Empire britannique des Indes conduit donc à la création d'une nouvelle menace à l'ouest et à l'est du territoire indien : le Pakistan. L'Inde perd ainsi des territoires clés et, par conséquent, le contact direct dont elle disposait avec le Moyen-Orient et les pays du Caucase, à l'heure où le pétrole devient un enjeu stratégique. D'autre part, cet éclatement se fait alors que la Chine, simultanément, obtient un siège permanent au Conseil de sécurité, soit un statut de grande puissance. L'Inde doit donc faire face à une menace militaire et économique au nord. Enfin, le retrait de l'Angleterre implique, pour l'Inde, la perte du contrôle de l'Océan indien.

A la naissance de la plus grande démocratie parlementaire du monde, l'Inde se retrouve donc isolée et son influence mondiale a disparu.

A ces considérations externes, s'ajoute le pari d'une Inde multiculturelle et multireligieuse. Le Congrès doit, par conséquent, mettre en place une fédération établie selon des critères linguistiques principalement⁶. 1600 langues et dialectes sont parlés en Inde et 18 d'entre elles sont inscrites dans la constitution comme langue officielle⁷. Composée d'une forte majorité d'Hindous (82% de la population), l'Inde a également une forte minorité musulmane (près de 12% de la population⁸). De plus, les Bouddhistes, les Chrétiens, les Sikhs, les Jaïns et les Parsis sont des minorités influentes. Néerhu décide donc de suivre une politique de laïcité afin de satisfaire l'ensemble de la population.

Le passé de l'Inde permet, d'autre part, de mieux comprendre les origines des tensions entre les hindous et les musulmans et donc les guerres entre l'Inde et le Pakistan qui marqueront leurs « Histoires » respectives au cours du XX^{ème} siècle. Mais, ces guerres sont aussi liées à la

⁶ Elle se compose aujourd'hui de 28 Etats et de 7 territoires : Pondichery, Delhi, Chandigarh (pour des raisons historiques), Iles Andaman et Niobar (pour des raisons géographiques), îles Lakshadweep, Dabra et Nagar haveli, Daman et Diu.

⁷ Assamese (Etat d'Assam), Bengali (Bengale Occidental), Gujarati (Gujarat), Hindi (Bihar, Jharkhand, Haryana, Himachal Pradesh, Madhya Pradesh, Chhatisgarh, Rajasthan, Uttar Pradesh et Uttaranchal), Kannada (Karnataka), Cachemiri (Jammu et Cachemire), Konkani (Goa), Malayalam (Kerala), Marathi (Maharashtra), Oriya (Orissa), Penjabi (Penjab), Sanskrit, Sindhi, Tamoul (Tamil Nadu), Telugu (Andhra Pradesh), Urdu (Jammu et Cachemire), Nepali et Manipuri.

⁸ Ce pourcentage équivaut à 120 millions de personnes, chiffre à comparer aux 145 millions de Musulmans au Pakistan.

recherche d'une influence indienne en Asie.

Enfin, l'histoire de l'Inde explique les différences actuelles entre le Nord et le Sud du sous-continent indien. Le Nord se distingue par son instabilité⁹. C'est un lieu de ruptures et de confrontations car la majorité des invasions a emprunté la voie du nord-ouest. Mais, c'est aussi un espace d'innovations grâce à la richesse culturelle. Si les premières phases des différentes invasions étaient accompagnées de destruction, elles apportaient, dans le Nord de l'Inde, un élan politique, redonnant de la vitalité à un pouvoir sclérosé par les rivalités régionales, et un élan culturel. Le Sud, quant à lui, connaît davantage de stabilité. Les monts Vindhya constituent une barrière naturelle qui en limite l'accès. La « séparation » Nord-Sud sensible aujourd'hui trouve donc son origine dans l'histoire.

De nombreux problèmes sont donc à résoudre et ce sera au parti du Congrès, tout d'abord, de relever ces défis pour essayer de faire de l'Inde une grande puissance.

2. LA POLITIQUE INDIENNE DU CONGRES

Pendant près de cinquante ans, la politique de l'Inde a été conduite par le parti du Congrès. La recherche d'une reconnaissance mondiale et d'une économie performante ont été les principaux objectifs de ce parti. Le bilan est cependant mitigé. La chute de l'URSS a mis à bas les attentes politiques et économiques que l'Inde escomptait de cette relation. De plus, la politique économique protectionniste de l'Inde a montré ses limites et l'ouverture, décidée dans les années 80, a contribué à endetter profondément le pays.

⁹ L'Inde du Nord a subi l'invasion des Arya (- 2 000), les conquêtes de l'Empire Perse Achéménide sous Darius 1^{er} (VI^{ème} siècle), les expéditions d'Alexandre le Grand (IV^{ème} siècle) qui jettent les bases des royaumes indo-grecs, l'Empire des peuples d'Asie centrale (Shaka, les Kushana dont Kanishka au II^{ème} siècle av. J.-C. et au III^{ème} siècle), la pénétration des Huns Héphtalithes (V^{ème} siècle), les incursions musulmanes (VIII^{ème}, et du X^{ème} au XII^{ème} siècles), des Mongoles (XI^{ème} et XII^{ème} siècles), de Gengis Khan, de Tamerlan et des Moghols (XV^{ème} siècle).

2.1. La recherche d'une influence diplomatique

“ [...] nous sommes géographiquement situés de telle sorte que nous ne sommes pas entraînés dans des controverses avec cette fureur passionnée qu’y mettent d’autres pays. Cela ne tient pas au fait que nous sommes bons ou mauvais, c’est une question de géographie ”

Nehru¹⁰

2.1.1. L'Inde et le mouvement des non-alignés

Nerhu a voulu dès 1947 inscrire son pays dans une politique extérieure de neutralisme. Il fut ainsi à l’origine de la conférence de Bandungen en 1955 et l’un des principaux acteurs, avec Tito et Hatta, de la création du mouvement des non-alignés au sommet de Belgrade, en 1961. Les objectifs de ce mouvement étaient les suivants : la recherche de la paix entre les nations, l’égalité et la liberté de tous les peuples, la solidarité entre les peuples colonisés d’Asie et d’Afrique, le soutien aux mouvements d’indépendance et le non-engagement dans les conflits Est-Ouest. Pour l’Inde, ce mouvement entraînait dans sa logique qui consistait à garantir son indépendance nationale.

Il regroupe aujourd’hui 114 Nations d’Afrique, d’Asie, d’Europe, d’Amérique latine et des Caraïbes. Cependant, les intérêts divergents de chaque nation vont nuire à son efficacité et à son rôle sur la scène internationale. De plus, la décolonisation des années 60 va lui retirer sa raison d’être initial. Le déclin de la rhétorique du non-alignement est flagrant. Les négociations dans le cadre de l’Organisation des Nations Unies (ONU) ou de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont montré que les non-alignés n’arrivaient pas à constituer un groupe de pressions efficace.

Suite à la fin de la guerre froide, l’Inde a eu la volonté de relancer le mouvement des non-alignés pour faire contrepoids à la domination américaine et faire valoir ses positions sur la scène internationale. L’Inde cherchait ainsi à garantir son emprise régionale et à être reconnue sur la scène internationale comme une grande puissance d’Asie. Mais, cette volonté est restée sans succès.

¹⁰ Discours à Rajya Sabha, le 12 décembre 1957.

2.1.2. Les relations avec la Russie

L'appartenance au mouvement des non-alignés n'a jamais signifié pour l'Inde une politique de neutralité. Bien que refusant de participer pendant la guerre froide aux systèmes d'alliances militaires dirigés par les États-Unis et l'URSS, l'Inde s'est rapprochée du bloc de l'Est à partir de 1962¹¹, suite à la signature d'accords de coopération, principalement en matière d'équipements militaires. Ces rapports s'expliquent par le mode de développement « socialiste » retenu par le gouvernement indien. Mais, ils sont également la conséquence de l'entrée du Pakistan dans l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), de la menace chinoise et de l'attitude du monde anglo-saxon envers elle.

Le 8 septembre 1954, après le retrait de la France en Indochine, un Traité de défense collective de l'Asie du Sud-Est (l'OTASE) est signé à Manille (Philippines) suite à une initiative des États-Unis. Il est la conséquence des nouvelles diplomatie américaine (*Roll Back* ou endiguement et refoulement du communisme¹²) et soviétique (alternance de fermeté et de gestes de bonnes volontés¹³). Il regroupe les États-Unis, la France, la Grande Bretagne, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Pakistan, la Thaïlande et les Philippines. C'est une organisation assez semblable à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais dont la puissance est bien moindre. La médiocrité des forces militaires de beaucoup de pays membres, la dispersion géographique de l'ensemble des éléments de l'Alliance et un poids trop lourd des États-Unis en sont la cause. Ce traité ressemble plus, en cas d'agression armée contre la zone couverte (celle des membres à qui il faut ajouter à l'époque le Vietnam du Sud, le Cambodge et le Laos), à une alliance de pays non communistes qu'à un véritable pacte de défense mutuelle des membres signataires. Les États-Unis s'engagent de surcroît à agir eux-mêmes en cas d'agression communiste. Cette position explique pourquoi ils sont intervenus au Vietnam au milieu des années 60. L'OTASE sera cependant dissoute en 1977 car elle ne correspondait plus à l'attente des pays de la zone suite à la fin de la guerre du Vietnam et à l'amélioration des relations Est-Ouest.

¹¹ En fait, les liens avec l'Union soviétique se développent à partir de 1955, suite à la visite de Kroutchev en Inde.

¹² Cette nouvelle politique ne traduira par une « Pactomanie » américaine au début des années 50 ; conséquence aussi du maccarthysme. De nombreux traités comparables à celui de l'OTAN sont ainsi signés (OTASE en septembre 1954, Pacte de Bagdad février 1955, Traités bilatéraux avec le Japon 1951, La Chine Nationaliste 1951, La Corée du Sud 1953, le Vietnam du Sud 1954).

¹³ Ainsi, l'armistice de Pan Mun Jom est signé en juillet 1953 grâce à Khrouchtchev. Par contre, l'URSS réagit très fermement à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne (RFA) dans l'OTAN en 1954, en créant le Pacte de Varsovie en 1955.

L'insurrection au Tibet débute le 10 mars 1959. Le Dalaï-lama se réfugie alors en Inde. De plus, à l'été 60, la Chine rompt ses relations avec l'URSS car elle ne supporte plus la tutelle du « grand frère ». Le conflit frontalier qui opposera la Chine à l'Inde scellera donc le sort des relations entre Moscou et New Delhi.

La réticence manifestée par les pays occidentaux, malgré l'appartenance de l'Inde au Commonwealth, à fournir des armements à New Delhi pour faire face à ses besoins de sécurité, l'a enfin confortée dans ses choix. Presque 75% des équipements détenus par les forces armées indiennes sont ainsi d'origine russe. Durant les 40 dernières années, l'Inde a acheté pour environ 30 milliards de dollars de matériel militaire à l'Union soviétique.

Un traité de paix, d'amitié et de coopération indo-soviétique, signé en 1971, concrétisera définitivement ce rapprochement¹⁴. Il sera d'ailleurs renouvelé en 1993. Comme l'écrivait Kautilya¹⁵, l'Inde a donc cherché à discerner des amis au delà de ses voisins. Elle trouvera un allié de poids au delà de la Chine en l'URSS. L'Afghanistan fut aussi courtisé car Kaboul n'avait pas reconnu la création du Pakistan en 1947. Les Afghans n'admettaient pas les frontières définies unilatéralement par le pouvoir colonial britannique. Une certaine entente avec l'Iran fut également recherchée, mais les réussites furent mitigées.

2.1.3. L'implication de l'Inde dans la stabilité des états frontaliers

La « péninsularité » de l'Inde détermine la perception qu'elle a du monde extérieur. Les gouvernements qui se sont succédés durant cette période dominée par le Congrès, ont donc principalement recherché la stabilité des frontières. Cependant, l'action de l'Inde n'a pas été comprise par ses voisins. Elle se solde donc par la méfiance des pays qui l'entoure car ils ont le sentiment que l'Inde cherche des rapports d'autorité avec eux.

¹⁴ L'Inde et la Russie ont signé, le 5 décembre 2002 à New Delhi, une série d'accords dont une déclaration politique qui trace les positions des deux pays en matière d'intérêt bilatéral et multilatéral. Cette déclaration commune dit que le partenariat stratégique entre les deux pays fournit un cadre solide pour le développement des relations à long terme et tout azimut.

¹⁵ Kautilya est un stratège indien qui vivait à l'époque de l'empire Maurya. Son ouvrage, « Arthashastra » peut être assimilé à un traité politique. Il raisonnait par cercles concentriques. Les voisins des voisins de l'Inde pouvaient ainsi devenir des alliés.

L'Inde a annexé le petit royaume du Sikkim en 1975 (annexe 8). Il s'agit, en fait, d'une volonté populaire qui, suite à une période d'agitation et de revendications pour le changement, a conduit le parlement de Gantok à voter, le 26 avril 1975, en faveur de l'intégration à la fédération indienne et de l'abolissement de la monarchie absolue.

L'Inde s'est de plus immiscée dans la guerre séparatiste au Sri Lanka de 1987 à 1990. Les élections de 1977, remportées par le Parti National Uni (UNP), sont à l'origine du conflit. L'autoritarisme de M. Junius Richard Jayawardene, chef du nouveau gouvernement entraîna rapidement le déclin de la démocratie et la naissance d'un Etat policier. L'Inde d'Indira Gandhi va tout d'abord permettre aux séparatistes tamouls de s'entraîner sur son territoire car elle s'inquiète du pro-américanisme du gouvernement sri-lankais. Puis, suite aux échecs de ses tentatives de médiation, Rajiv Gandhi va imposer à M. Jayawardene la signature en 1987 d'un accord qui accorde certaines revendications des séparatistes et qui impose la présence d'un corps expéditionnaire de l'armée indienne pour le maintien de la paix dans le Nord et l'Est du pays. L'Inde obtient également un droit de regard sur le port de Trincolamee¹⁶. Cette intervention se solde cependant par un échec et un retrait des troupes indiennes en 1990¹⁷. Cela explique pourquoi l'Inde est aujourd'hui absente des négociations de paix entre le gouvernement sri lankais et les Tigres tamouls¹⁸.

En 1988, l'Inde intervient cette fois-ci avec succès aux îles Maldives. 1 500 soldats indiens vont garantir le maintien au pouvoir du président Maumoon Abdul Gayoom, victime d'un troisième coup d'état dont les auteurs sont des séparatistes tamouls du Sri Lanka.

Durant cette période, les relations avec le Népal se détériorent lorsque l'Inde lui impose un blocus économique, suite à la demande en 1989 d'une révision du traité de Paix et d'Amitié indo-népalais signé en 1950. Katmandou souhaite plus d'équité alors que New Delhi y voit une volonté de rapprochement avec la Chine.

¹⁶ Ce port est un enjeu stratégique pour l'Inde car c'est la seule rade naturelle en eau profonde et utilisable en toutes saisons dans cette zone de l'Océan indien.

¹⁷ Cette intervention ne sera pas acceptée par les militants tamouls des LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul). Ces derniers s'attaqueront donc aux troupes indiennes. Le président M. Ranasinghe, élu en décembre 1988 et favorable à la négociation avec les LTTE, obtiendra le retrait du corps expéditionnaire indien.

¹⁸ Ces négociations se tiennent en Thaïlande sous l'égide d'un médiateur norvégien Éric Solheim.

La situation est similaire avec le Bangladesh. Un contentieux sur le partage des eaux du Gange oppose l'Inde, qui contrôle son débit, au Bangladesh qui a besoin de cette eau pour son économie¹⁹.

L'Inde a donc, au début des années 90, une influence limitée en Asie du sud car son attitude ne répond pas aux attentes de ses voisins. Ces derniers voient en elle une menace et non un partenaire.

2.2. Une influence économique limitée

“ La politique étrangère est en dernière instance le résultat de la politique économique. ”
Nehru

2.2.1. Une économie à faible croissance

Dès 1947, l'Inde choisit un modèle de croissance autocentré, organisé autour d'un vaste secteur public. L'Etat planifie, contrôle et régule les flux internes et externes mais aussi il investit et produit.

Dans les années 50, une planification fixe les priorités économiques des pouvoirs publics. Le budget de la fédération met en œuvre de nombreux mécanismes de subventions et d'incitations. Les premiers plans quinquennaux donneront par exemple la priorité au développement d'une base de biens d'équipement lourds. Ce modèle de croissance est d'une part fondé sur le remplacement des importations. Cette politique de substitutions aura cependant un coût plus élevé que dans les pays de la région qui adopteront ce type de mesures, comme la Corée du Sud, car le gouvernement ne les accompagne pas de contraintes de temps et de résultats. D'autre part, l'Inde met en place des protections tarifaires, un contrôle direct de l'investissement étranger et un subventionnement des produits locaux. Ainsi, la menace de la concurrence extérieure diminue. Mais ces mesures entravent en même temps le transfert de technologies et la compétitivité de l'Inde. Les producteurs indiens, par exemple, ne sont pas incités à optimiser leurs modes de production. A cela, il faut ajouter que, comme la taille du marché indien est suffisante, ils ne

¹⁹ L'eau sera un grave problème et une des sources de tensions entre l'Inde et ses voisins pakistanais, népalais et bangladaishi.

recherchent pas de débouchés extérieurs. Le résultat de cette politique entraîne, par conséquent, le développement d'un secteur public surdimensionné.

Dans le domaine agricole la planification débutera dans les années 60 avec la révolution verte. Une politique d'autosuffisance alimentaire, plus particulièrement dans le secteur des céréales, est alors engagée. Grâce aux mesures prises, l'Inde va devenir un pays autosuffisant puis globalement exportateur de produits agricoles. Les principales cultures commerciales sont le coton (partout dans le pays), le thé (sur les pentes himalayennes et dans le sud), le café (dans le sud), le caoutchouc et les noix de coco (dans le sud-ouest). L'Inde est le plus grand producteur de thé au monde et elle dispose des champs d'arachides les plus vastes de la planète. 30% des épices produites dans le monde sont d'origine indienne. L'Inde se classe deuxième pays producteur de riz, de blé, d'arachides, de fruits et de légumes. Les céréales représentent plus de 60% de la production agricole. On assiste ainsi à des changements d'habitude de consommation alimentaire surtout dans les zones urbaines. Par exemple, grâce à l'opération *Flood*, le lait est maintenant disponible tout au long de l'année et il est de qualité. Ces réussites sont dues à une expansion de l'irrigation et une amélioration de la production, des rendements et de la distribution d'électricité. Cependant, ces progrès restent limités. L'irrigation ne représente que 30% de la zone agricole, ce qui n'est toujours pas suffisant. Une grande partie des paysans est tributaire de la mousson. La productivité est faible par rapport à la norme mondiale et l'électricité n'est toujours pas disponible pour tous. L'Etat joue également un rôle direct. Il offre un apport agricole (engrais, graines ou gas-oil). Il subventionne les agriculteurs et il leur fait des crédits. Il soutient les prix et il met en place des protections tarifaires lorsque nécessaire. Par exemple les droits de douane sur l'importation de la noix de coco sont passés de 35% à 70% en 2001-2002. Malgré l'amélioration de la rentabilité de l'agriculture, les 100 millions de paysans (62% de la main-d'œuvre) ne contribuent qu'à 12,5% (en 1999) du commerce total. Les stocks de céréales sont à un niveau record (62 millions de tonnes) mais les problèmes de stockage obligent le gouvernement à exporter du blé et du riz à des prix subventionnés. Le faible taux de transformation des produits agricoles (10%) fait qu'une partie des aliments se gâte. Enfin, l'Inde reste le plus gros importateur d'huile végétale et de légumineuse du monde.

L'Inde, sur le long terme, a connu une croissance décevante. Le « taux de croissance hindou » s'établit en moyenne à 3,5% par an soit une augmentation du revenu par habitant de 2% par an. La comparaison avec des nouveaux pays industrialisés d'Asie montre une différence d'un facteur

trois. A titre d'exemple, on a assisté, à partir des années 70, à un décrochement de l'économie de l'Inde par rapport à celle de la Chine dans les domaines de l'exportation et de la croissance (annexe 11).

Mais, « en Inde, les objectifs d'autosuffisance et d'indépendance, de justice sociale et d'équilibre géographique ont toujours prévalu sur la recherche de la maximisation de la croissance »²⁰.

2.2.2. Puis un endettement de l'Etat

La volonté de relancer la croissance débute dans les années 80. Elle se matérialise par la dépréciation de la monnaie et la stimulation de la demande domestique. Cependant, cette politique va provoquer une rupture des équilibres financiers indiens. Le service de la dette croît alors de 12,6% du PIB en 1980 à 27,7% en 1990²¹ et les réserves de devises deviennent inférieures à un mois d'importations²².

La stratégie indienne a provoqué un endettement plus tardif que pour les autres pays d'Asie. En effet, son alliance avec l'URSS fait qu'elle n'a pas profité des prêts accordés par les banques internationales lorsqu'elles cherchaient des débouchés aux eurodollars et aux pétrodollars dont elles disposaient. Au début des années 80, l'Inde est donc un des pays les moins endettés du monde.

Le Fonds monétaire International (FMI) accorde, en 1981, un premier prêt à l'Inde de 5,6 milliards de dollars malgré l'opposition des Américains. Puis, dès son arrivée au pouvoir, Rajiv Gandhi débute la libéralisation de l'économie indienne. Sa politique repose sur le développement du secteur privé. En 1985, la Banque mondiale décide, de plus, d'appliquer à l'Inde son modèle de croissance fondé sur la dévaluation de la monnaie et l'accord de prêts pour financer les importations. Mais, les exportations ne progressent pas suffisamment. L'Inde se retrouve alors asphyxiée par sa dette extérieure.

M. Narasimha Rao, qui dirige le gouvernement indien à partir du 21 juin 1991, est obligé d'appliquer de nouvelles réformes économiques libérales. Un programme d'assainissement des finances publiques est mis en place. La roupie est de nouveau dévaluée et les tarifs appliqués aux

²⁰ Jacques Chaumont, *Rapport d'information 476 (98-99) – Commission des finances*, « L'Inde en mouvement : une chance à saisir pour la France », <http://www.senat.fr/rap/r98-476>.

²¹ Entre 1980 et 1990, la dette extérieure de l'Inde a quadruplé, augmentant de 20 à 83 milliards de dollars.

²² Les réserves de devises s'élèvent à 1 milliard USD en 1991.

importations sont réduits²³. La solvabilité du pays est en échange garantie par le FMI et de la Banque mondiale grâce à un nouveau prêt de 7,6 milliards de dollars.

Entre 1991 et l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en 1994, la dette de l'Inde continue d'augmenter, passant de 85 à 102 milliards de dollars.

Pour conclure, la croissance de l'Inde ne décolle pas alors que son voisin, la Chine, profite de l'accélération des échanges mondiaux grâce à une attractivité plus grande. De plus, le gouvernement doit composer avec une dette publique et privée importante. Cette situation financière s'explique aussi par des alliances politiques qui n'ont pas apporté la crédibilité internationale souhaitée par le Congrès.

2.3. Avec un certain nombre d'échecs politiques

2.3.1. L'échec de l'amélioration des relations avec le Pakistan

La seconde guerre indo-pakistanaise éclatera en 1965. Au début de ce conflit, on assiste à l'une des plus grandes offensives de chars de l'histoire. Les raisons de cette attaque sont encore peu claires. Le Pakistan pense peut-être que la Chine avec qui il a signé en 1963 un accord frontalier va le soutenir. Veut-il aussi devancer le renforcement militaire indien ? Veut-il répondre à des motivations de politique intérieure ? Personne ne le sait exactement. La riposte ne se fait pas attendre. L'aviation indienne va pilonner les chars pakistanais et repousser l'attaquant. Le cessez-le-feu qui s'ensuit trace la ligne de partage définitive entre le Cachemire indien et le Cachemire pakistanais. En fait, malgré la victoire de l'Inde sur le terrain, la ligne de partage n'est pas modifiée par rapport à la première guerre. La raison en est que les soviétiques, arbitres du conflit, vont refuser d'accéder à la demande de l'Inde lors des accords de Tachkent, en 1966, qui mettent fin à ce conflit.

La troisième guerre indo-pakistanaise se déroulera au Pakistan oriental. En 1971, l'armée pakistanaise écrase un mouvement d'indépendance dans la région orientale du pays. L'afflux de millions de réfugiés en Inde, contraint cette dernière à une intervention militaire. De plus, le traité d'amitié signé entre l'URSS et l'Inde cette même année change la donne régionale. L'Inde se

²³ Le taux appliqué aux importations est de 300% en 1991. Il sera de 35% en 2000.

protège ainsi contre une intervention chinoise dans la région. Elle décide alors d'apporter son aide au mouvement indépendantiste. Cette alliance conduit à la défaite des armées d'Islamabad et à la création du Bangladesh sur le territoire correspondant au Pakistan oriental. Les accords de Simla de 1972, accordent en effet l'autonomie de cette province pakistanaise. Ils sont également un espoir de normalisation des relations entre l'Inde et le Pakistan puisque les deux parties s'accordent alors à respecter la ligne de cessez-le-feu au Cachemire.

Cependant, depuis le début des années quatre-vingt, on assiste à des actions de guérilla impliquant l'Inde et le Pakistan. Ces actions sont principalement visibles dans les territoires indiens frontaliers avec le Pakistan comme au Pendjab, au Gujarat et bien sûr au Cachemire. Mais, il existe des mouvements similaires dans le Nord et le Nord-Est de l'Inde.

Tout d'abord, un fort mouvement terroriste, revendiquant un état indépendant sikh, le Khalistan, se développe au Pendjab. Ces terroristes installent un climat de haine et de violence entre Hindous et Sikhs. Des transferts de population sont alors observés et, le 31 octobre 1984, Indira Gandhi est assassinée par des gardes du corps sikhs en réponse à l'intervention de l'armée indienne contre le temple d'or d'Amritsar, sanctuaire sikh transformé en citadelle militaire par les terroristes. Les dirigeants indiens affirmeront que ce mouvement a été soutenu par les Pakistanais qui souhaitent affaiblir l'Inde dans la région.

De nouvelles tensions apparaissent aussi dans cette partie du monde. La guerre en Afghanistan renforce le poids du Pakistan grâce aux aides militaires en provenance des États-Unis et aux aides financières de l'Arabie Saoudite dont il bénéficie. Cette guerre développe également le trafic d'armes, de contrebande et de drogue dans le croissant d'or (l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan) et le triangle d'or (le Laos, la Birmanie et la Thaïlande). Le réseau Al-Qaida et les groupes armés rebelles se livrent, par exemple, à des trafics d'armes et à du blanchiment d'argent dans le Nord-Est de l'Inde depuis le Bhoutan, le Népal et le Bangladesh. Ces trafics entraînent aussi une contestation du pouvoir central indien à proximité de ses frontières avec le Pakistan et le Myanmar.

La fin de la guerre en Afghanistan en 1989 et le retrait des troupes soviétiques coïncident enfin avec une reprise importante de l'insurrection au Cachemire. Comme le reconnaîtra le département

d'État américain dans son rapport sur le terrorisme international publié en 1998, le Pakistan soutient les séparatistes agissant au Cachemire. Ces derniers sont formés dans les écoles coraniques et dans les camps d'entraînement pakistanais. Ils sont soutenus par des mercenaires islamistes recrutés en Afghanistan (Talibans) et au Moyen-Orient (Palestiniens, Egyptiens, Soudanais, Yéménites et Irakiens) afin de mener la guerre sainte (le *Jihad*).

L'objectif d'une stabilité dans cette région n'est donc toujours pas atteint. Le Cachemire, après avoir pris une dimension internationale par le jeu des alliances des deux blocs, se transforme à la chute du communisme en un lieu de conflit religieux.

2.3.2. Un encerclement indien par le jeu des alliances chinoises

La rivalité indo-chinoise va débiter en 1962. La Chine a achevé, à l'insu de tous, une route reliant le Xinjiang²⁴ au Tibet²⁵, à travers l'Aksai Chin, partie orientale du Ladakh²⁶. Deux offensives éclaires et victorieuses entraîneront un complexe d'infériorité indien et une volonté mutuelle d'encerclement par le jeu des alliances qui perdurent encore aujourd'hui.

La guerre indo-chinoise répondait à un triple but : faciliter l'accès des armées chinoises aux provinces du Sud-Ouest, donner une leçon à l'armée indienne et rabaisser le prestige de l'Inde en URSS. Ces événements se déroulent en effet dans un contexte de schisme sino-soviétique. La Chine s'offre même le luxe de se retirer des zones dont elle dit qu'elles ne lui appartiennent pas. Nehru mourra deux ans plus tard, le 27 mai 1964, car il ne se remettra jamais de l'échec de sa politique étrangère. Il demandera, à l'occasion, l'aide militaire des États-Unis. Mais, New Delhi ne recevra en définitive qu'une assistance militaire d'une valeur de 82 millions de dollars, soit moins de 20 % des besoins recensés. Et puis, Washington accompagne son aide de très dures pressions sur la question du Cachemire : le plan Rusk-Sandys propose aux Indiens de céder plus de la moitié de la vallée du Cachemire au Pakistan.

L'implantation chinoise dans cette région de l'Inde s'étend donc sur 37 555 km². Grâce à un traité frontalier signé avec le Pakistan en mars 1963, mais dénoncé par l'Inde, La Chine va acquérir en

²⁴ Turkestan orientale.

²⁵ Le Tibet a été envahi et annexé par la Chine en 1959.

²⁶ La région formée par le Turkestan chinois (devenu aujourd'hui le Xinjiang), le Tibet et le Nord de l'Inde a constitué, au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, un enjeu stratégique important. Des efforts intenses des

plus 5680 km² dans le Karakoram. Elle a achevé en 1978 une nouvelle route qui permet un déplacement rapide de ses forces militaires dans la région où plusieurs foyers de rébellion existent.

La guerre indo-chinoise et la guerre au Pakistan oriental font donc apparaître un axe Washington-Pékin-Islamabad, scellé en 1971 lors du voyage secret en Chine du secrétaire d'État américain, Henri Kissinger, qui croise l'axe indo-soviétique.

A l'aune d'un changement durable de partis politiques à la tête du gouvernement, l'Inde se retrouve donc isolée. La disparition du bloc de l'Est la rend vulnérable face aux menaces qui l'entourent et qui, elles, tirent tous les bénéfices de la fin de la guerre froide. Cependant, les efforts militaires que l'Inde a consentis, lui ont permis de stabiliser ses frontières. La politique économique du Congrès n'a, en revanche, pas permis, comme le souhaitait Nehru, de faire de l'Inde une puissance internationale. Cependant, l'alternance politique à la tête du gouvernement, bien qu'elle ait fait craindre l'effondrement du système indien, a fait prendre conscience au monde que l'Inde est une réelle démocratie. De plus, elle est accompagnée de réformes qui ouvriront la voie à la politique menée par le BJP (*Bharatiya Janata Party*) ou Parti du peuple indien, à partir de 1998.

diplomates et services secrets russes, chinois et anglais furent mis en oeuvre pour obtenir le contrôle de cette région. Cette lutte d'influence reçut le nom de « Grand jeu ».

3. LA RENNAISSANCE D'UNE INDE FORTE

Le début des années 90 marque un tournant pour l'Inde car elle se retrouve obligée de faire son autocritique. Les gouvernements, qui se succèdent à la tête de l'Etat, prennent conscience des révolutions internes qu'il faudra surmonter. De nouvelles politiques sont donc initiées pour y répondre. Le BJP va poursuivre ces chantiers tout en relançant l'idée de Inde forte et influente sur la scène internationale.

3.1. Aspects démographiques et économiques

3.1.1. La population et le nationalisme hindou

L'arrivée du BJP au pouvoir s'explique par un changement de la société indienne. L'unité du pays est, à l'époque, ébranlée par des luttes religieuses et plus particulièrement les Hindous s'opposent aux Musulmans, aux Sikhs et aux Chrétiens comme nous l'avons vu précédemment. Le BJP va exploiter ces tensions. Il va asseoir son autorité²⁷ en s'appuyant sur la population la plus nombreuse : les Hindous.

L'hindouisme est système de pensées et de croyances. Ce n'est pas une religion révélée mais un ensemble de pratiques et de rites transmis par tradition orale et transcrits dans des textes en sanskrit, premiers grands textes sur lesquels se fondent les *Veda* (littéralement le « savoir »). Les plus anciens textes sont des hymnes et formules rituelles (plus connus sous les noms de *Rig Veda* et *Atharva Veda*, sans doute composés entre le XV^{ème} et le X^{ème} siècle av. J.-C., et l'*Upanishad* datant de la période entre 800 et 300 av. J.-C.). L'hindouisme est une religion de dévotion (*bhakti*) qui concerne surtout 3 divinités : *Vishnou*, le « mainteneur » (dieu pur, dieu des hautes castes qui représente le *dharma*. Les récits décrivent ses descentes (*avatara*) périodiques dans notre univers pour restaurer le *dharma*. Il apparaît sous différentes formes d'incarnation vénérées (*Narasimha*, l'homme lion ; *Rama*, le héros du *Ramayana* qui fait l'objet d'un culte particulièrement fervent en Inde du Nord sur le site d'Ayodhya ; *Krisna*), *Shiva*, le « destructeur » (dieu des ascètes, des remontants, des forces obscures et du principe de démesure. Il apparaît sous de multiples formes comme par exemple sous les traits de *Nataraja*, le danseur cosmique vénéré

²⁷ Le BJP était le parti qui avait obtenu le plus de sièges aux élections générales de 1996. Mais le gouvernement dirigé par M. Vajpayee, chef du BJP, n'a duré que treize jours car il n'a pas été en mesure de dégager une majorité au Parlement.

aussi bien par les gens des basses castes comme en Inde du Sud que par certains brahmanes au Cachemire) et *Devi*, la « Déesse » (ses aspects et ses noms sont multiples, depuis d'innombrables divinités de village jusqu'aux grandes déesses panindiennes. Elle peut être *Durga* ou *Kali* (les sœurs de *Vishnou*), *Parvati* (parèdre de *Shiva*), *Lakshmi* (déesse vénérée par les marchands) ou *Saraswati* (patronne des étudiants et des savants)). La trinité se compose de *Vishnou*, *Shiva* et *Brahma*, le « créateur » qui ne fait l'objet d'aucun culte sauf à Pushar, au Rajasthan, où un temple lui est dédié. L'hindouisme s'appuie sur la *Smrti*, la « tradition confiée à la mémoire », qui intègre les *purana* (les « récits antiques ») exposant la mythologie des grands dieux, et sur un panthéon de divinités. On peut être vishnouiste ou shivaïste mais, en fait, il n'y a pas de division théologique. C'est donc une religion « monothéiste alternatif »²⁸. La théorie du *dharma*, l'ordre socio-cosmique, rive l'hindouisme à la société de castes par les *Dharmashastra*, ou « traités de l'ordre universel », qui contiennent les Lois de Manou, et donc les « droits et devoirs propres aux différentes castes et aux différents âges de la vie ». Cette théorie est illustrée par deux grandes épopées, le *Ramayana* et le *Mahabharata*, dont un épisode est la *Bhagavad Gita*, le « chant du bienheureux ». Ce texte offre à tout hindou, qu'il soit brahmane ou qu'il appartienne aux castes les plus basses, l'espoir de participer à l'œuvre divine et de recevoir en retour la grâce. Les Hindous font de la délivrance (*moksa*) le but suprême de l'homme, la plaçant au dessus du *dharma*. Ils doivent échapper au cycle perpétuel des réincarnations comme le fait le renonçant (*sanyasi*) qui se met à l'écart du monde social et pratique la non-violence absolue (*ahimsa*). Gandhi a été perçu comme le dernier des grands renonçants. L'hindouisme est aussi une religion du foyer. Chaque famille possède un autel sur lequel ses membres accomplissent leurs dévotions (*puja*). Les prêtres interviennent uniquement dans les cérémonies qui scandent le cycle de la vie (naissance, mariage, mort).

Parler de la société indienne sans décrire précisément le système de castes qui régit toujours la hiérarchie quelle que soit la religion, reviendrait à la dépeindre de façon incomplète. Le mot caste a été employé pour la première fois par les portugais. Il se réfère au *varna* qui renvoie à la hiérarchie idéale des « ordres » suivants :

- les prêtres (les *brahmanes*),
- les guerriers (les *kshatriya*),
- les producteurs (les *vaishya*),

²⁸ G. Deleury, *les grands Mythes de l'Inde*, paris Fayard, 1992, p. 30.

tous « deux fois nés » (*dvija*) car ayant connu cette « seconde naissance » que constitue la connaissance des *Veda*.

En plus de ces ordres, il existe les serviteurs (*shudra*). En fait, il existe des milliers de groupes (*jati*) qui composent la société en Inde et l'opposition des castes est fondée sur le pur et l'impur. La caste définit donc le statut social en fonction du degré de pureté et d'impureté dont les principales caractéristiques sont l'endogamie (mariage dans la caste), la commensalité (repas partagé exclusivement avec les membres de sa caste) et la spécialisation héréditaire. En bas de l'échelle, on trouve les intouchables, appelés ainsi car impurs. Le système de castes gouverne encore largement l'organisation de la société. Pour lutter contre les discriminations dont faisaient l'objet les intouchables, le Mahatma Gandhi leur donna le nom d'*Harijans* (enfants de Dieu). Aujourd'hui, ils représentent les castes répertoriées (*Scheduled Castes*) et ils bénéficient d'avantages comme les populations tribales (*Scheduled Tribes*). En effet, il existe des quotas pour l'admission dans les universités et il existe des emplois réservés dans l'administration. De plus, ils sont protégés par l'*Intouchability Act* en cas de préjudices liés à leur origine. Le BJP cherche en fait à relancer le sentiment patriotique afin de maintenir l'unité du pays. Cependant, il doit affronter un bouleversement profond de la société indienne car on assiste en Inde à une révolution culturelle : le passage du système de castes à une population à l'européenne. Le contraste entre le Nord et le Sud est d'ailleurs frappant. De plus, l'Inde est multiculturelle. C'est pourquoi, certaines mesures de la campagne électorale de 1998 n'ont pas été mises en œuvre²⁹ car, pour unifier le pays et rester à sa tête, il lui faut ménager les nombreuses minorités et les autres partis de la coalition au pouvoir.

A ces contraintes, il faut ajouter l'émergence d'une classe moyenne de 300 à 400 millions de personnes et une pauvreté importante puisqu'elle représente les deux tiers de la population³⁰. Bien que deux programmes d'amélioration de la formation aient été mis en place³¹, le niveau d'études reste très faible. 43.5 % de la population adulte est analphabète³², ce qui nuit à la

²⁹ Par exemple, la fin du statut particulier du Cachemire, la construction d'un temple hindou sur le site de la mosquée d'Ayodhya et la création d'un code civil uniforme.

³⁰ Selon le Rapport 2000 sur le Développement Humain, 71% des Indiens n'ont pas accès à l'assainissement, 25% n'ont pas accès aux soins de santé, 53% des enfants ont des insuffisances pondérales et 44% des adultes ont un revenu inférieur à 1 dollar par jour.

³¹ L'opération « black board » en 1986 et le « District primary Education program » en 1992.

³² « Rapport mondial sur le développement humain 2001 », programme des Nations Unies pour le développement humain (PNUD), De Boeck Université. Ce rapport est également disponible à l'adresse suivante : www.undp.org/hdr2001/french/complet-f.pdf. Les chiffres sont ceux de 1999. Le terme adulte signifie personne au-dessus de 15 ans.

compétitivité du pays. La population est, d'autre part, essentiellement rurale. Sur une population active de 340 millions de personnes, 70% travaillent dans l'agriculture contre 13% dans l'industrie et 17% dans les services³³.

Enfin, même si les femmes arrivent à occuper des hautes fonctions, comme Indira Gandhi, elles souffrent encore d'un faible accès à l'éducation³⁴, d'une faible considération, d'une marginalisation et d'une dépendance à leur famille. Le fait que les hommes soient plus nombreux que les femmes montre bien que le système de castes est toujours vivace (cette spécificité indienne est liée à l'obligation de donner une dot lors du mariage de sa fille).

Ces difficultés ne doivent cependant pas faire oublier les progrès accomplis, signes du changement. L'Inde forme 55 000 ingénieurs et scientifiques par an d'un excellent niveau surtout en mathématique et en informatique. Le réseau des universités et des collèges croît. Huit cents établissements d'enseignement supérieur sont rattachés aux 228 universités, ce qui représente 5,5 millions d'étudiants³⁵. L'Inde a, de plus, des institutions de gestion (*Indian institutes of Management*) d'une renommée mondiale. Ainsi, d'après le gouvernement, l'Inde est le troisième réservoir de main d'œuvre technique et scientifique au monde³⁶. La mortalité infantile décroît du fait des progrès dans le domaine de la santé, de meilleurs hôpitaux publics car ils disposent aujourd'hui de personnels compétents (même si les moyens manquent) et de la gratuité des soins pour les pauvres. Ainsi, alors que la fécondité décroît (en 1947, une femme avait entre 6 et 7 enfants, en 2000 ce taux est de 3,06³⁷), la population continue d'augmenter.

Cette situation de contraste marque bien un changement de structure de la société. L'approche nataliste d'Emmanuel Todd nous le confirme par ailleurs³⁸.

³³ Compte rendu de la visite en Inde, du 26 février au 7 mars 1997, par une délégation du groupe sénatorial France-Inde.

³⁴ L'alphabetisation des adultes males est de 68% contre 45% pour les femmes adultes.

³⁵ www.amb-inde.fr/aspect_saillants_de_1.htm.

³⁶ www.amb-inde.fr/aspect_saillants_de_1.htm.

³⁷ *Courrier international*, « Le monde en 2003 ».

³⁸ Emmanuel Todd lie la baisse de la natalité à une hausse de l'éducation de la population et donc à une diminution de la transmission des traditions. Cette évolution, qui s'accompagne de conflits internes plus ou moins violents, est, pour lui, le signe d'une occidentalisation d'un pays. Par cette analyse, il avait prédit la fin du communisme dans son livre « La chute finale ». De même, il développe dans « Après l'Empire » l'idée selon laquelle l'Iran a débuté sa révolution culturelle.

3.1.2. La poursuite du développement de son économie

En 1994, l'Inde poursuit parallèlement sa révolution idéologique puisqu'elle adhère à l'Accord général sur les tarifs douaniers ou GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), qui deviendra l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) suite à la signature des Accords de Marrakech en 1995. La libéralisation du commerce, conjointement à l'augmentation de la production nationale, entraîne une diminution de l'inflation. Les réserves de devises, elles, augmentent jusqu'à atteindre 33,3 milliards de dollars en 2000. La croissance se poursuit malgré la crise asiatique grâce à la baisse des tarifs douaniers, la suppression des contingents, l'augmentation de la transparence de l'administration, le potentiel d'innovation indien et la création de zones économiques spéciales à Pipavav et Tuticorin. Le secteur bancaire s'ouvre et ainsi 25 banques étrangères supplémentaires s'installent en Inde de 1993 à 2000³⁹. L'industrie est marquée par de brillantes réalisations dans des secteurs technologiques de tous premiers plans. Tout d'abord, elle développe une technologie spatiale qui la conduira à l'autonomie de conception et de lancement de satellites. Le premier satellite indien sera lancé en 1975 par l'Union soviétique. L'Inde disposera à partir de 1980 de sa propre capacité de lanceur (annexe 9). Le succès du lancement du GSLV-D1 (*Geostationary Satellite Launch Vehicle*), le 18 avril 2001, permet à l'Inde d'intégrer le cercle des nations capables de mettre un satellite sur une orbite géostationnaire. D'autre part, elle a acquis la maîtrise du nucléaire civil et militaire. De plus, elle développe le secteur de la biotechnologie où ses compétences sont aujourd'hui mondialement reconnues. Enfin, elle a su développer un savoir-faire dans le domaine de l'informatique et plus particulièrement dans celui des logiciels de bureautique. Ce secteur lui rapporte 5 milliards de dollars par an et il permet l'emploi de 300 000 personnes. Après avoir mis en place un pôle informatique à Bangalore, l'Inde en développe un second à Hyderabad. Ces centres profitent de la concentration de matière grise et du faible coût de la main-d'œuvre pour attirer les investisseurs étrangers. De plus, des cadeaux fiscaux et fonciers sont faits aux entreprises qui s'y installent. Le développement informatique touche également tout le pays. Le projet Twins a, par exemple, permis la création de guichets électroniques pour l'accès aux services administratifs. Il existe également 22 bourses électroniques en Inde. Enfin, la presse s'est largement faite l'écho de la création dans des villages de kiosques électroniques alimentés par des panneaux solaires. Cependant, cette expérience est restée sans suite. En réponse à ce savoir-faire, l'Inde doit faire

³⁹ Le nombre total de banques étrangères est donc de 43 en 2000. Leur installation est conditionnée à une certaine réciprocité et à une étude des besoins.

face à une fuite importante de ses cerveaux vers les Etats-Unis (*braindrain*)⁴⁰ qui n'est pas compensée par le retour ou le début d'investissement de la diaspora indienne.

Malgré les réformes, l'endettement continue de croître et, aujourd'hui, l'Inde est devenue l'un des pays les plus endettés du monde. Le déficit de sa balance commerciale est très important et un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (annexe 11).

La croissance se heurte à de nombreuses faiblesses. Tout d'abord, l'Inde a une infrastructure de mauvaise qualité. Ensuite, l'approvisionnement en électricité est critique malgré les 7 % de croissance du secteur. 10 à 20% des besoins, selon les périodes, ne sont pas honorés⁴¹. Le secteur des télécommunications est d'autre part à améliorer⁴² ainsi que les routes et les voies ferrées bien que ces réseaux soient importants⁴³. Enfin les moyens de stockage des marchandises demeurent insuffisants. La faiblesse de l'infrastructure conduit ainsi à des disettes qui sont amplifiées par un secteur du détail désorganisé. Malgré l'existence de 3 à 4 millions de petites épiceries, les marchandises n'arrivent pas toujours. Ce constat s'explique par le peu de filières de distribution, par le manque de moyens de réfrigération, par des taxes diverses et par une limitation à neuf tonnes pour les camions sur les routes. Ainsi, une partie des marchandises est perdue car elle devient impropre à la consommation avant d'arriver chez les détaillants ou sur les marchés. De plus, sa productivité industrielle demeure faible parce qu'elle n'a toujours pas adopté des techniques et des pratiques à faible consommation de ressources. Le déficit des finances publiques perdure et le développement n'est pas harmonieux. L'Inde se soucie principalement de sa classe moyenne et en oublie ces pauvres. Le manque d'instruction de ces derniers, est d'ailleurs un frein à l'investissement étranger puisqu'il trouve actuellement une main-d'oeuvre de meilleure qualité en Chine. La faible mise en valeur de ses ressources naturelles (minerai de fer, de thorium, de titane, de mica, charbon et pétrole) nuit également à la croissance de l'Inde. Le potentiel hydroélectrique au Nord est par exemple trop peu exploité. Enfin, le chômage et la population inactive restent élevés.

⁴⁰ Les trois pays auxquelles les Etats-Unis accordent le plus de visas sont par ordre d'importance : l'Inde avec plus de la moitié du nombre, la Chine (6665) et le Japon (5779).

⁴¹ Jacques Chaumont, *Rapport d'information 476 (98-99) – Commission des finances*, « L'Inde en mouvement : une chance à saisir pour la France », <http://www.senat.fr/rap/r98-476>.

⁴² En 1998, 0,8% de la population disposait d'une ligne, de téléphone.

⁴³ Le réseau indien de voies ferrées est le quatrième du monde par ses dimensions (63 000 km). Le réseau routier souffre d'un grand retard en matière d'aménagement puisque 54,3 % des routes ne sont pas goudronnées. L'automobile est de plus en plus utilisée.

Malgré le programme économique du BJP centré sur le concept de *Swadeshi*, c'est-à-dire la suprématie des intérêts de la nation et une préférence marquée pour les productions nationales et les investissements étrangers devant servir à augmenter les capacités de production dans les nouvelles technologies et à accroître les exportations indiennes, M. Vajpayee, poursuit les réformes de ses prédécesseurs. Le 1^{er} avril 2001, les restrictions quantitatives (RQ) restantes sont ainsi supprimées. Cependant, la lourdeur et les irrégularités du régime douanier indien, les exigences en matière de documentation, les contrôles administratifs, le maintien de tarifs élevés et une surtaxe ou des droits supplémentaires compensatoires pour certains produits, restent des freins à l'importation car ils entraînent un prix global prohibitif.

Le budget 2001-2002 axe son effort sur quatre points : la baisse du déficit budgétaire, les privatisations afin d'abandonner les activités de production et se concentrer davantage sur les services publics, un congé d'impôt de dix ans pour les investissements dans le secteur des routes, autoroutes, voies d'eau, aéroports, ports, énergie, distribution,... et la baisse des tarifs douaniers au niveau de ceux des pays voisins⁴⁴.

Pour revitaliser son économie, l'Inde devra donc améliorer son infrastructure, assurer un niveau de vie de base à sa population, effectuer sa révolution industrielle, développer son système d'information, diminuer le protectionnisme économique et stabiliser sa monnaie.

Cependant, le poids de la dette intérieure continue de croître en part de PIB. En 2001, le déficit public représentait 5,1 % du PNB⁴⁵. Le paiement des intérêts rend donc difficile la réalisation de ses objectifs les plus importants.

⁴⁴ « New Delhi dévoile un budget 2001 d'inspiration libérale », *les échos*, 1^{er} mars 2001.

⁴⁵ Source : ministère indien des Finances.

3.2. Aspects militaires

3.2.1. L'accession au statut de puissance nucléaire

Dès 1968, Indira Gandhi avait dénoncé le traité de non-prolifération nucléaire qui imposait, selon elle, des règles strictes aux « pauvres » tandis que les « riches » faisaient tout sauf réduire leurs arsenaux. En mai 1974, l'Inde montrera pour la première fois sa capacité de fabriquer des armes nucléaires lorsqu'elle fit exploser ce qu'elle a alors qualifié de « dispositif nucléaire pacifique ». L'arrivée au pouvoir du BJP va modifier la politique extérieure de l'Inde⁴⁶. Elu premier ministre de l'Union indienne en 1998, M. Vajpayee décide donc d'effectuer une série de cinq explosions nucléaires souterraines⁴⁷. Du 11 au 13 mai 1998, l'Inde va faire exploser des charges à fission de moyenne puissance, des charges tactiques d'une puissance inférieure à une kilotonne et une charge au tritium (fusion thermonucléaire). Ses essais doivent servir non seulement à renforcer le sentiment patriotique en Inde, mais aussi de revendiquer le statut de puissance nucléaire mondiale. Ainsi, l'Inde s'engage dans une Realpolitik destinée à s'imposer comme puissance régionale au minimum⁴⁸. Elle s'adresse plus particulièrement aux deux pays de sa zone avec lesquels des différends perdurent, le Pakistan⁴⁹ et la Chine⁵⁰.

Par ses essais, elle manifeste sa capacité « de se doter d'un programme d'armements nucléaires ». Elle veut faciliter la conception « d'armes nucléaires de diverses puissances servant à des applications différentes et à des vecteurs différents » et « améliorer la simulation par ordinateur des conceptions et d'acquérir la capacité de procéder au besoin à des expériences sous-critiques ». Grâce à l'augmentation des crédits militaires, ses essais permettent enfin de répondre à certains besoins des armées indiennes aussi bien dans le domaine du nucléaire que dans le domaine

⁴⁶ En mars 1997, lors d'un entretien avec la délégation du Groupe sénatorial France-Inde, M. Vajpayee, chef de file de l'opposition à cette époque et président du BJP, avait alors présenté sa vision de la politique extérieure indienne. Il affirmait déjà que l'Inde devait exercer « l'option nucléaire » et qu'il était temps qu'elle devienne un Etat doté de l'arme nucléaire afin que « la première démocratie démocratique du monde, engagée dans la défense des droits de l'homme et dans la promotion de la liberté politique » tienne son rang sur la scène asiatique et mondiale. Simultanément, M. Mulayam Singh Yadav, ministre de la défense, déclarait que l'Inde poursuivait son programme nucléaire, mais « à des fins purement pacifiques ». De même, M. Y. K. Alagh, ministre délégué à la planification, à la science et à la technologie, assurait que le développement de capacités nucléaires militaires n'était pas à l'ordre du jour.

⁴⁷ Opération Shakti 98.

⁴⁸ Lors de la conférence du 25 septembre 1998 à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, l'ancien premier ministre indien, I.K. Gujral, parlera de « Nation à respecter ».

⁴⁹ Les essais pakistanais serviront à justifier la décision indienne de reprendre ses essais nucléaires.

⁵⁰ L'Inde aime rappeler la présence de missiles chinois sur les plateaux du Tibet pointés vers son territoire.

conventionnel⁵¹ où les armements sont obsolètes et de valeur opérationnelle faible.

La doctrine nucléaire indienne est fondée sur une dissuasion nucléaire minimale⁵² et se caractérise par trois principes. Le premier est que la force nucléaire indienne n'est pas destinée à une menace particulière (un pays) et qu'elle se veut être une force minimum et crédible de dissuasion. Le second principe repose sur une non-utilisation contre un pays qui ne possède pas de forces nucléaires. Le troisième principe est « pas d'utilisation en premier » et une utilisation en réponse à une attaque nucléaire ou, depuis peu, à une attaque biologique ou chimique contre le territoire ou les forces indiennes⁵³. Cependant, comme l'a annoncé un officiel indien du ministère des affaires étrangères à *Defense News* en 2000, pas de frappe en premier ne signifie pas que l'Inde ne dispose pas de cette capacité. Cette politique stratégique s'explique par le rapport de forces conventionnelles qui lui est favorable à ses frontières, que se soit face au Pakistan⁵⁴ ou face à la Chine. Tant que cette situation perdurera et que l'Inde n'aura pas d'obligation supplémentaire en Asie, la stratégie d'emploi ne devrait pas changer.

L'Inde dispose en outre d'une force nucléaire en devenir. Elle ne peut donc avoir qu'une politique de réponse avec un certain délai de réaction et non de réponse immédiate. Sa contre-offensive visera donc des cibles de contre-valeurs (les zones de fortes concentrations de population, les zones économiques, politiques ou militaires) et non des cibles de contre-forces.

Les caractéristiques actuelles de la puissance nucléaire indienne sont les suivantes : une taille modeste, une chaîne d'engagement civilo-militaire et une incapacité à répondre à une attaque nucléaire massive chinoise.

Selon l'hebdomadaire spécialisé britannique *Jane's Defence Weekly*, l'Inde posséderait aujourd'hui 150 têtes nucléaires soit son besoin affiché. Ce chiffre varie en fait selon les expertises. Un rapport du Pentagone de janvier 2001 estime que l'Inde dispose de 30 à 35

⁵¹ Dans les années 80, le budget de la défense était supérieur à 3% du PIB. Lors de la décennie 90, il n'était plus que de 2,5 % du PIB en moyenne. Le budget militaire a augmenté de 20 % en 1999 et 2000 puis de 4 % en 2001 pour atteindre 15,3 milliards USD, soit 2,82 % du PIB (estimation de 3,5 % du PIB avec les achats secrets de matériels).

⁵² L'ébauche de cette doctrine, approuvée par le premier ministre indien, M. Atal Bihari Vajpayee, est disponible en anglais sur le site *Arms Control Association* ; <http://www.armscontrol.org/act/1999-07-08/ffja99.asp>.

⁵³ Annonce faite le 4 janvier 2003 par le conseil national de sécurité (Cabinet Committee on Security (CCS)).

⁵⁴ Rapport de 1 à 2,5 en moyenne (J.P. Susellini, « L'armée indienne », *Défense*, n°80, juin 1998).

engins⁵⁵. En revanche, M. Mirza Aslam Beg, l'ancien chef des forces armées pakistanaises, a déclaré en juin 2001 qu'elle disposerait de 200 têtes⁵⁶.

L'étude de l'hebdomadaire *Jane's Defence Weekly*, publiée en mai 2002 à Washington, montre de plus que l'Inde est capable de déployer un engin de 20 000 tonnes à partir d'un chasseur Mig, Jaguar ou Mirage. Le MiG-27 *Flogger* est un avion produit par les Russes dans les années 70-80. Son rayon d'action est de 800 km et il dispose de la capacité nucléaire. 50 MiG-27 MLS sont déployés sur la base de Hindan qui se situe au Nord de New Delhi, soit à 640 km de Lahore. Le Jaguar IS/IB *Shamsher* est un avion qui a aussi été utilisé par l'Angleterre et la France pour le tir de charges nucléaires. Il existe 4 escadrons opérationnels dont un à Ambala et donc à portée d'Islamabad. Ces deux bases, Hindan et Ambala, sont, de plus, sous le commandement de la région aérienne Ouest localisé à Palam. Cet état-major est en relation directe avec le pouvoir central installé à New Delhi. Le Su-30 K et le Mirage 2000 H peuvent aussi avoir la capacité de frappes nucléaires mais ils semblent n'être utilisés que pour des missions de défense aérienne. Cependant, en mai 1994, un Mirage 2000 H aurait procédé à un largage d'une bombe nucléaire fictive. En décembre 2000, l'Inde a signé un contrat de 3 milliards USD avec la Russie pour l'achat de la licence de construction de 140 Su-30 MKI. Cet avion répondra au besoin exprimé par l'armée de l'air indienne dans la planification à long terme (vision 2020) qui prévoit 20 escadrons dotés d'avions multi-roles.

Des têtes nucléaires pourraient également être lancées par l'intermédiaire de missiles balistiques *Prithvi*, *Agni* ou *Dhanush*. Selon la CIA, le *Prithvi I*, d'une portée de 150 km, pourrait transporter un armement nucléaire. De plus, un *Agni II*, d'une portée de 2000 km, a été testé en avril 1999 avec une tête susceptible d'accueillir une charge atomique. Une version longue portée du *Agni I* (700 km) a également été expérimentée le 25 janvier 2002. Des rumeurs font état d'un programme de développement d'un lanceur intercontinental (ICBM) nommé *Surya*. Ce programme s'appuierait sur la technologie acquise lors du développement de ses lanceurs civils spatiaux⁵⁷. L'Inde travaille enfin sur le développement de deux systèmes navals susceptibles

⁵⁵ Ce chiffre a également été retenue par Robert S. Norris, rédacteur du *Nuclear Notebook*, consultable sur le site du National Resources Defense Council. L'article s'intitule « India's Nuclear Forces, 2002 », disponible sur la page www.thebulletin.org/issues/nukenotes/ma02nukenote.html.

⁵⁶ Rapport N°2001/10 du service canadien du renseignement de sécurité, « Prolifération des armes nucléaires » du 25 février 2002.

⁵⁷ *Polar Space Launch Vehicle* (PSLV), fusée à 4 étages capable de mettre sur orbite basse (400 km) un satellite de 3,5 tonnes et sur orbite héliosynchrone (540 km) un satellite de 1,2 tonnes.

d'être équipés d'une charge nucléaire : le *Sagarika* et le *Dhanush*. Le premier, un missile balistique lancé par un sous-marin, ne serait pas déployé avant 2010. Quant au second, une version navale du *Prithvi* lancée à partir d'un navire, il devrait être opérationnel d'ici peu. L'essai effectué le 11 avril 2000 a été un succès partiel. Il devrait donc y avoir du retard dans le développement de ce programme.

Durant les tensions de janvier 2002, le nouveau chef de l'administration navale, M. Madhvendra Singh, a fait des déclarations ambiguës puisqu'il a annoncé que l'Inde « avait une triade d'armements pour une frappe en second et que un de ces trois éléments était en mer ». De plus, il a déclaré que « le pilier le plus puissant de cette triade était la marine et qu'elle se cachait sous l'eau et qu'elle était mobile ». En fait, l'Inde n'en est qu'au stade du développement d'un sous-marin stratégique à propulsion nucléaire⁵⁸. Il ne devrait être opérationnel qu'en 2007. Ce programme a été lancé en 1985. La technologie, le savoir-faire et l'expérience opérationnelle ont été acquis lors de la location, entre 1988 et 1991, d'un sous-marin de classe C1 russe, l'*INS Chakra*. L'Inde a, par ailleurs, mis au point un mini réacteur nucléaire qui est actuellement installé au Centre de recherche atomique indien Indira Gandhi, à Kalpakkam.

La revue *Jane's Defence Weekly* indiquait enfin que « différentes analyses suggèrent que l'Inde dispose de suffisamment d'uranium et de plutonium pour fabriquer des têtes nucléaires supplémentaires ». Elle serait ainsi capable de produire quatre ogives nucléaires par an.

Les structures de commandement actuelles restent peu claires. L'Inde a mis en place un conseil national de sécurité en avril 1999 et elle vient d'annoncer, le 4 janvier 2003, la mise en place d'une autorité de contrôle nucléaire, qui dispose d'un conseil politique présidé par le premier ministre, seule personne à décider de l'engagement nucléaire, et d'un conseil exécutif⁵⁹. Un poste de chef du commandement des forces stratégiques a également été créé. Le ministre des affaires étrangères a, d'autre part, annoncé l'instauration d'une chaîne de commandement secours mais sans en détailler la structure ni la nature (civile ou militaire).

L'Inde n'est sans doute pas capable de répondre à une attaque chinoise supérieure en taille⁶⁰ et en

⁵⁸ *Advanced Technology Vessel (ATV)*

⁵⁹ *Arms Control Today*, « India Establishes Formal Nuclear Command Structure ».

⁶⁰ L'armée chinoise dispose de 3 millions d'hommes alors que l'Inde de 1,1 million.

technologie. Cependant, cette menace n'apparaît pas comme imminente et une agression chinoise concernera aussi d'autres grandes puissances (les États-Unis, la Russie et le Japon). De plus, la stratégie chinoise d'emploi de l'arme nucléaire rend cette éventualité faible. En effet, l'apparition de l'arme nucléaire a fait évoluer la doctrine chinoise. L'attraction de l'ennemi vers l'intérieur du pays s'est transformée en une défense active (guerre de position aux frontières). En revanche, la force nucléaire n'est qu'un des aspects de la dissuasion générale qui se fonde toujours sur la « guerre populaire ». Son emploi repose sur une invasion de son territoire qu'elle ne pourrait contenir (*first use at home*) et sur un non-emploi en premier dans les autres cas. La Chine édifie donc sa doctrine sur une « dissuasion nucléaire limitée » qui doit soumettre l'armée ennemie par une contre-attaque nucléaire (dans un délai indéterminé et non concentré dans le temps) sur des objectifs de contre-valeurs et de contre-forces. Pour accomplir cela, elle mènera une « guérilla avec l'armée du missile balistique stratégique ». Il lui faut, par conséquent, disposer de forces mobiles et aptes au combat dans la phase post-nucléaire. C'est pourquoi, elle envisage l'utilisation d'armes nucléaires tactiques tout en laissant une ambiguïté sur les détails de son emploi. La dissuasion chinoise est donc une dissuasion par empêchement. Elle est, corrélativement, une faible menace pour une Inde qui a choisi une stratégie défensive.

Le développement de son armement se résume donc à une concurrence régionale avec le Pakistan. Au six tests effectués par l'Inde, en comptant celui de 1974, le Pakistan a répondu en effectuant également six tests : cinq explosions le 28 mai 1998 et une le 30 mai. Cependant, la réponse du Pakistan est aussi celle de la Chine⁶¹. Ainsi, cette dernière a clairement montré à l'Inde qu'elle devait revoir à la baisse ses prétentions de puissance et que sa position sur la scène internationale dépendait de son bon vouloir.

Le Pakistan a, d'autre part, testé un missile *Ghauri* capable de transporter une tête nucléaire. En effet, l'Inde et le Pakistan se livrent aussi à une course technologique intense dans le domaine des missiles. Aux lanceurs *Prithvi*, *Agni* et *Surya* développés par l'Inde⁶², le Pakistan répond par ses lanceurs *Hatf*, *Gauri* et *Shaheen* (annexe 10).

⁶¹ *Political / Military development in India, hearing before the sub committee on near eastern and south asian affairs of the committee on foreign relations United States senate*, « Indian officials could not ignore the implications of China's provision of missile and nuclear weapons technology and equipment to Pakistan », 25 mai 1999.

⁶² En avril 2002, l'Inde a également procédé à un tir d'un missile de croisière supersonique, le *Brahmos*, mis au point avec la Russie. Ce missile a une portée de 300 km. Il peut emporter une charge conventionnelle de 200 kg. Enfin, elle teste actuellement des missiles sol-air *Akash* à courte portée (25 km).

Nous sommes donc dans une région du monde où trois puissances nucléaires ont actuellement des différends non résolus : l'Inde, le Pakistan et la Chine. L'Inde et le Pakistan n'ont souscrit ni au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) ni au Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICE). Cependant, des mesures de confiance et de sécurité ont été adoptées lors de la rencontre des premiers ministres indien, M. Atal Bihari Vajpayee, et pakistanais, M. Nawaz Sharif, à Lahore le 20 et 21 février 1999⁶³. Ils s'étaient alors entendus pour que les informations concernant leur doctrine et leurs concepts de sécurité soient échangés. Cet accord incluait les données relatives au nombre de têtes nucléaires disponibles, au nombre de missiles balistiques détenus et à leur déploiement. Deuxièmement, chaque pays s'engageait à annoncer par avance ses tests de missiles balistiques afin d'éviter tout incident. Troisièmement, la mise en place d'un « téléphone rouge » était décidée. Quatrièmement, les deux pays s'engageaient à signer le TICE avant septembre 1999. La guerre de Kargil et le renversement du premier ministre pakistanais ont empêché l'application de la totalité des dispositions négociées. En revanche, le moratoire quant au respect du TICE, n'a pas été, jusqu'à présent, dénoncé ni transgressé.

Le Pakistan ressort néanmoins affaibli de cette course à l'armement. Il a été durement affecté par les dispositions de l'amendement Pressler⁶⁴, par le coût d'un tel programme⁶⁵ et par les sanctions imposées par les Etats-Unis et le Japon suite aux essais car, contrairement à l'Inde, il ne dispose pas d'une diaspora importante⁶⁶. L'armée pakistanaise en retire, par contre, un poids supplémentaire car elle participe directement au processus décisionnel. Pour conclure sur ce point, malgré les assurances données, le risque de dérapage ne peut donc être exclu.

Enfin, il existe une dissymétrie des doctrines nucléaires entre le Pakistan et l'Inde car seule cette dernière s'en tiendrait à une doctrine inconditionnelle de non-emploi en premier. Mais, l'existence d'armes atomiques en Inde et au Pakistan et les menaces faites d'un emploi possible n'ont pas empêché les affrontements de Kargil en 1999. La présence des Etats-Unis en Asie centrale, suite à son intervention en Afghanistan, a sans doute réduit les risques d'escalade nucléaire. Selon le *New Yorker*, des commandos de la CIA (*Central Intelligence Agency*) seraient « prêts à prendre

⁶³ La liste des mesures est disponible en anglais sur <http://www.armscontrol.org/act/1999-01-02/ipjf99.asp>.

⁶⁴ Interdiction pour les Etats-Unis de poursuivre leur coopération militaire avec une Nation soupçonnée de développer clandestinement un programme nucléaire.

⁶⁵ La dette extérieure du Pakistan est considérable. Les seuls intérêts de la dette sont de 3 milliards USD pour 1998.

⁶⁶ L'Inde a émis auprès de sa diaspora, fin août 1998, des bons pour une somme de 2 milliards USD.

le contrôle des trente têtes nucléaires pakistanaises au cas où la situation l'exigerait ».

Le statut de réelle puissance nucléaire de l'Inde sera donc un processus lent, graduel et spécifique du fait de son implication traditionnelle au désarmement, des contraintes économiques et techniques, de la pression des puissances nucléaires existantes, du régime général de non-prolifération, de son point de vue sur l'usage des armes nucléaires, d'un système civilo-militaire unique et des capacités significatives de coercition de ces adversaires potentiels.

En 1964, la Chine fait exploser sa première bombe atomique. Cet événement conduira l'Inde à accélérer la correction de son déficit de puissance mis en lumière lors de la guerre sino-indienne de 1962.

3.2.2. Le développement d'une puissance militaire

Aujourd'hui, l'Inde est la quatrième armée du monde en terme d'effectifs et elle revendique le septième rang mondial pour sa marine de guerre. Mais, ces chiffres ne doivent pas cacher ses lacunes.

Premièrement, en Inde, les armées ont très peu de poids dans la définition et l'énoncé de la politique de défense car le commandement politique et stratégique est civil. Le chef interarmées, poste nouvellement créé et qui est, par ailleurs, chef d'état-major d'une des trois armées, n'a pas un rôle opérationnel important. Le premier ministre dispose, en fait, d'un conseiller sécurité qui est un ancien diplomate civil. Les militaires sont, d'autre part, faiblement représentés dans le principal service de renseignement, la *Research and Analysis Wing (RAW)*. Ils sont également tenus à l'écart de la recherche scientifique et notamment dans le domaine du nucléaire. De plus, leur subordination à des fonctionnaires civils leur est de plus en plus pesante. Enfin, l'armée de terre est concurrencée par un grand nombre de forces paramilitaires⁶⁷ dans les domaines de la protection et de la défense intérieure.

⁶⁷ La *Central Reserve Police Force (CRPF)*, la *Central Industrial Security Force (CISF)*, le *Special Protection Group (SPG)*, la *Border Security Force (BSF)*, la *National Security Guard (NSG)*, les *Rashtriya Rifles*, la *Rapid Action Force (RAF)*, le *National Cadet Corps (NCC)*, la *Border Roads Organization (BRO)*, les *Border Scouts*, l'*Indo-Tibetan Border Police (ITBP)*, la *Jammu and Kashmir Militia*, les *Assam Rifles*, les *Ladachh Scouts*, les *Armoured Polices* des divers Etats,....

Deuxièmement, New Delhi doit moderniser ses matériels. Le budget indien de la défense a fortement augmenté au cours des années 90 pour répondre à ces besoins⁶⁸. Mais, il reste inférieur à 3%⁶⁹. Pour garantir sa sécurité maritime, l'investissement nécessaire serait de 15 milliards USD, soit dix fois le budget 1998-1999 de la marine⁷⁰.

Troisièmement, l'Inde n'est pas en mesure de faire face au danger chinois et aux menaces maritimes dans l'Océan indien.

Alors que l'armée chinoise est forte de 2 880 000 hommes, l'Inde ne dispose que de 1 100 000 hommes. La Chine aligne 8 800 chars, 3 500 avions de combat, 53 navires de surface et 63 sous-marins contre respectivement 3 400, 750, 25 et 19 pour l'Inde⁷¹.

De plus, le contrôle de l'Océan indien lui est contesté, entre autre, par les Etats-Unis. En 1966, Londres et Washington ont signé un accord bilatéral autorisant l'utilisation par les Américains de l'île de Diego Garcia à des fins de défense pour une période de 50 ans (annexe 6). La base, construite par les Etats-Unis, est opérationnelle depuis 1986. Elle peut recevoir des sous-marins nucléaires, tous les navires de la flotte américaine et les bombardiers stratégiques. Depuis 1991, la présence de l'*US Navy* est très forte dans cette région du monde. De plus, le lancement d'une soixantaine de missiles *Tomahawk*, par quatre bâtiments de la cinquième flotte américaine navigant dans le golfe persique et en mer d'Oman contre un camp terroriste en Afghanistan, confirme les conclusions tirées par l'Inde à l'issue de la guerre du Golfe. Son territoire n'est plus à l'abri de frappes maritimes. La présence de navires d'autres pays croît également. Comme nous le verrons plus loin, la Chine a renforcé sa présence maritime. La Thaïlande dispose aussi d'une marine de haute mer dont un porte avion depuis 1997⁷².

Quatrièmement, la marine indienne ne peut pas garantir la sécurité maritime. La conférence de Montego Bay, en 1992, lui a confié de nouvelles tâches⁷³ ainsi qu'une zone de surveillance étendue⁷⁴. L'autorisation d'exploiter le plateau continental fait que la zone à contrôler ira jusqu'à

⁶⁸ Il était de 1,2 milliard USD au début des années 90, soit plus de 10 fois moins qu'en 2001 (15,3 milliards USD).

⁶⁹ 2,82 % du PIB en 2001, 2,68 % en 2000 et 2,3 % en 1999.

⁷⁰ Guillard Olivier, « la stratégie de l'Inde pour le XXI^{ème} siècle ».

⁷¹ *The Europa World Yearbook 1998*, Londres, Europa Publications Ltd.

⁷² Le *Chakri Narvebet* armée d'avions *Matador* à décollage vertical (version espagnole du Harrier).

⁷³ La lutte contre la piraterie, le trafic d'esclave et l'immigration clandestine.

⁷⁴ Les eaux territoriales jusqu'à 12 Nm et la zone économique exclusive (ZEE) jusqu'à 200 Nm, soit 2,2 millions de km².

350 Nm des côtes en 2004⁷⁵. Il faut également prendre en compte que 95% des besoins indiens en pétrole sont acheminés par voie maritime. L'Inde doit donc renforcer sa marine de surface. L'*Indian Navy* doit recevoir 21 nouveaux bâtiments de guerre d'ici 2004. Mais, ce chiffre est trop faible face aux besoins. De plus, le développement d'une « triade » nucléaire grève le budget alloué aux forces conventionnelles.

Ainsi, malgré ses efforts financiers, l'armée indienne doit aujourd'hui faire des choix car il lui est impossible de répondre à toutes ses obligations. L'Inde cherche donc à réduire diplomatiquement les menaces qui l'entourent.

3.3. Aspects diplomatiques

Parallèlement à la recherche d'un statut mondial de puissance économique et militaire, l'Inde a fait de réels efforts, dans le domaine diplomatique, pour apaiser les tensions avec ses voisins.

L'arrivée au pouvoir du Front Uni marque le tournant de la politique extérieure de l'Inde vis-à-vis de ses voisins. Pour l'ancien premier ministre, M. I. K. Gujral, « la taille de l'Inde et les ressources de son économie lui imposent de faire plus pour ses partenaires d'Asie du Sud qu'elle ne doit attendre d'eux. Elle a donc choisi d'emprunter la voie des concessions unilatérales ». Cette « doctrine Gujral » se caractérise par une volonté d'améliorer ses relations avec les Etats voisins par la mise en œuvre de concessions unilatérales et par la relance du dialogue avec le Pakistan. Elle se traduit dans les faits par deux traités avec le Népal, l'un sur la gestion commune du bassin de la rivière Mahakali et l'autre sur les échanges commerciaux. De même, un accord sur le partage des eaux du Gange est signé le 12 décembre 1996 avec le Bangladesh. Dans le domaine économique, l'Inde accorde, le 1^{er} avril 1997, une réduction tarifaire de 50% aux six partenaires de la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC) auxquels elle octroie déjà de nombreux avantages non tarifaires. Cette politique de bon « voisinage » sera poursuivie par M. Vajpayee. En effet, un accord de libre échange (ALE) est signé avec le Sri Lanka le 1^{er} mars 2000. L'Inde se rapproche aussi de la Chine. Elle a signé un accord commercial

⁷⁵ La superficie de la zone à contrôler sera augmentée de 1,5 million de km².

pour la construction d'une ligne de chemin de fer trans-asiatique⁷⁶ (*Trans-Asian Highway Agreement*) et un accord militaire sur le contrôle de leurs frontières communes⁷⁷. Aujourd'hui, des discussions sont en cours pour l'établissement d'une zone de libre-échange entre ces deux pays. Cependant, les contentieux⁷⁸ non réglés risquent de ressurgir dans l'avenir.

L'Inde recherche donc des alliances pour le développement de son économie et obtenir un statut de nation influente. En 1985, le Bangladesh propose la création d'une association de coopération en Asie du sud. 7 pays⁷⁹ vont ainsi créer la SAARC. Cependant, cette association n'arrivera pas à se développer⁸⁰ ni à obtenir une dimension politique du fait de la méfiance des petits Etats vis-à-vis de l'Inde, de la lutte entre l'Inde et le Pakistan et de la volonté de l'Inde de préserver ses intérêts nationaux. L'Inde se tourne donc aujourd'hui vers l'Asie centrale où elle a conservé de bonnes relations malgré le retrait de la Russie. C'est aussi une zone de lutte d'influence avec le Pakistan⁸¹. Elle cherche aussi une autre tribune vers l'Asie du sud-est au travers de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)⁸² ou de l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC)⁸³. Cependant, l'adhésion à ces deux associations lui a été refusée jusqu'à présent⁸⁴. L'Inde est en revanche membre de l'ARF (*ASEAN Regional Forum*)⁸⁵ qui traite des questions de sécurité dans la zone. L'Union européenne, le G8 et les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU sont représentés dans ce forum où chacune des Nations participe aux délibérations sur une base d'égalité. Elle recherche enfin une coopération avec les pays riverains de l'Océan indien. Elle participe donc à divers groupements déjà évoqués et à un nouveau groupement créé en 1997 : l'Association régionale pour la coopération des pays riverains de

⁷⁶ Ligne ferroviaire reliant la province chinoise du Yunan à Paris via le Myanmar, le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan.

⁷⁷ Voir *Agreement between the Government of the Republic of India and the Government of the People's Republic of China on Confidence-Building Measures in the Military Field Along the Line of Actual Control in the India-China Border Areas* (29 novembre 1996 – New Delhi-).

⁷⁸ Le problème des frontières, le nouveau statut nucléaire de l'Inde, l'asile du Dalaï Lama à Dharamsala, la participation chinoise au programme nucléaire et balistique pakistanais, l'influence de Pékin en Asie du sud,...

⁷⁹ Le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka.

⁸⁰ Les échanges entre les pays représentant à peine 1% des échanges globaux.

⁸¹ Guillard Olivier, « la stratégie de l'Inde pour le XXI^{ème} siècle ».

⁸² Le Myanmar, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam (ou South East Asian Nations (ASEAN)).

⁸³ L'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, la Chine, Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Corée du sud, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle Zélande, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Pérou, les Philippines, la Russie, Singapour, Taiwan, la Thaïlande, les Etats-Unis et le Vietnam.

⁸⁴ Refus de l'adhésion de l'Inde à l'APEC en 1998 à Vancouver alors que les trois autres candidats (Russie, Pérou et Vietnam) ont été acceptés et l'Inde n'est que « partenaire de dialogue » au sein de l'ANASE depuis décembre 1995.

⁸⁵ Les 10 pays de l'ASEAN, la Papouasie Nouvelle Guinée (observateur) et onze partenaires de dialogue : l'Australie, le Canada, la Chine, l'Inde, le Japon, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, la Russie, la Corée du sud, les Etats-Unis et l'Union européenne.

l'Océan indien (IOR-ARC). Malgré ses efforts, l'Inde n'est toujours pas membre d'une organisation régionale influente. Ainsi, son rayonnement mondial demeure faible.

Sur sa frontière Est, le Myanmar (non officiel de la Birmanie) est dirigé par le Comité d'Etat pour la Restauration de l'Ordre et de la Loi (CEROL), créé en 1998 par le général Saw Maung. Géographiquement, il se situe à la rencontre de 3 zones :

- l'Asie du Sud au nord et à l'est par sa frontière avec l'Inde,
- l'Asie du Nord / Nord-Est au sud-est par sa frontière avec la Chine,
- l'Asie du Sud-Est au sud-est par sa frontière avec la Thaïlande.

Pour retrouver son intégrité territoriale, la junte militaire recherche une entente stratégique avec ses voisins.

Cette situation s'accompagne d'une volonté de la Chine qui, depuis 1985, cherche à développer sa politique commerciale vers l'Océan indien⁸⁶. La Chine et le Myanmar vont donc renouer le dialogue. Les manœuvres chinoises vont progressivement amener à la mise sous tutelle économique, industrielle, militaire et diplomatique du Myanmar. Elle obtient par exemple des facilités aériennes et navales sur le pourtour de l'Océan indien. La construction d'une station radar sur l'île de la grande Coco lui permet de surveiller les essais de missiles balistiques réalisés par l'Inde à partir des îles Andaman. De même, le Myanmar offre aux sous-marins et aux navires de patrouille chinois un accès au Golfe du Bengale. Cette présence constitue une menace supplémentaire pour l'Inde. Après la présence des Etats-Unis dans ce qu'elle considère comme son espace « privé »⁸⁷, c'est au tour de la Chine de marquer sa présence. En fait, le Myanmar offre à la Chine une diversification de ses voies d'accès vers l'Océan indien. En effet, la Chine a également des accords avec le Bangladesh. Ce positionnement chinois est aussi une menace pour l'Asie du Sud-Est et, plus particulièrement, pour le Japon et son accès aux ressources énergétiques. En effet, ces pays se retrouvent ainsi pris en tenaille.

Voie de transit pour tous les trafics et lieu d'accueil de camps d'entraînement pour de nombreux groupes musulmans actifs, le Myanmar s'oppose donc indirectement à l'Inde au Cachemire et au Sri Lanka. D'autre part, il est le point central de la lutte d'influence que se livre le camp des anti-chinois et celui des pro-chinois ; soit entre la Chine et l'Inde. En effet, un ensemble Iran, Pakistan, Bangladesh, Birmanie, Thaïlande, Cambodge, Laos et Chine se dessine et vient

⁸⁶ Pan Qi, ancien vice-ministre chinois des communications, publie le 2 septembre 1985 dans la *Beijing Review* « Se tourner vers le Sud-Ouest : l'avis d'un expert ».

encercler l'Inde. Afin de contrebalancer l'influence grandissante de la Chine en Asie, l'Inde se rapproche des pays de l'ANASE, du Vietnam, du Japon et de l'Australie.

La récente adhésion du Myanmar au sein de l'ANASE⁸⁸ et sa présence au sein de la *Bangladesh Indian Sri Lanka Thailand Economic Cooperation* (BISTEC) peuvent être un signe de faiblesse de cette entente pro-chinoise. De plus, une partie de la population birmane garde une certaine rancœur envers la Chine qui, dans le passé, a voulu imposer son idéologie et a soutenu divers groupes rebelles. Enfin, le Myanmar est très attaché à sa souveraineté et à la non-ingérence dans ses affaires intérieures.

Le camp des vainqueurs a donc du mal à se dessiner et le Myanmar, actuellement en proie à des risques de désintégration interne, en est aujourd'hui la clef.

A sa frontière Nord, la situation n'est pas plus brillante. Les rebelles maoïstes réclament en effet une nouvelle constitution au Népal. La conduite du sommet de la SAARC à Katmandu, en janvier 2002, a permis d'afficher la capacité népalaise à organiser un sommet international et sa stabilité politique malgré les troubles et le massacre de la famille royale qui ont considérablement endommagé l'image du pays et sa principale industrie, le tourisme.

A la frontière Ouest de l'Inde, les tensions avec le Pakistan perdurent. En 1996, la discorde a atteint tel niveau que des échanges de tirs de roquettes ont lieu pendant plusieurs jours dans la région de Poonch. Depuis cette date, un état de guerre quasi permanent s'est installé dans la région. En février 1999, l'Inde et le Pakistan signe un traité afin de résoudre pacifiquement la question du Cachemire. Cet accord, sans doute dû à la récente course aux armements nucléaires, ne durera pas, une fois de plus.

En mai 1999, un rapport des services secrets indiens alerte le gouvernement de l'intrusion, au cours de l'hiver, d'environ 680 militants, provenant du Pakistan, dans les secteurs de Drass et de Kargil abandonnés par l'armée indienne. Ces combattants ont pour objectif de couper une route importante entre Srinagar et Leh au Ladakh. Ils veulent ainsi préparer l'arrivée de quatre cents Talibans afghans et soldats pakistanais supplémentaires. Le 26 mai 1999, l'armée de l'air indienne intervient et débute ce que les Indiens considèrent comme étant la quatrième guerre indo-pakistanaise : la guerre de Kargil. Plus de 30 000 soldats participeront à des affrontements à plus

⁸⁷ La présence, en 1971, de l'USS Enterprise dans la baie du Bengale a été ressentie par les Indiens comme une violation de son territoire. Le même sentiment sera de nouveau ressenti lors de la Guerre du Golfe.

⁸⁸ Depuis juillet 1997.

de 5 000 mètres d'altitude. Pour l'Inde, le lien entre le terrorisme et le pouvoir pakistanais est évident dans cette affaire. *Outlook*, un journal de New Delhi titre même en 1999, « Ousama Ben Laden mène le bal au Cachemire ». Malgré le cessez-le-feu proclamé par l'Inde en décembre 2000, les attaques et les attentats persistent.

En juillet 2001, l'échec du sommet d'Agra entre le président pakistanais, M. Pervez Moucharraf et le premier ministre indien, M. Atal Bihari Vajpajee, entraîne une aggravation de la tension. Le parlement indien est assailli le 13 décembre 2001. Un commando suicide de cinq islamistes provoquent la mort de quatorze personnes. Pour l'Inde, cette attaque a été encore une fois téléguidée par les services secrets pakistanais. A ce titre, M. Vajpajee exige l'arrestation et l'extradition vers l'Inde des responsables de l'attentat. Washington inscrira sur sa liste noire des organisations terroristes, les deux groupes armés basés au Pakistan et accusés d'être les responsables de cette agression.

Le Gujarat est également devenu une région de tensions hindo-musulmanes. L'attaque du temple hindou de Gandhinagar par des ressortissants pakistanais va faire 33 morts dont 28 fidèles. Elle entraîne, entre mars et avril 2002, les pires émeutes interconfessionnelles qu'est connu l'Inde en dix ans. Ces troubles se soldent par plus d'un millier de morts, pour l'essentiel musulmans.

Malgré les sanctions économiques et diplomatiques, la tension continue d'augmenter jusqu'au 14 mai 2002 où une attaque, menée par des rebelles séparatistes musulmans contre un autocar civil puis contre une base militaire au Jammu et Cachemire, fait trente-cinq morts. Les jours suivants, environ un million d'hommes sont massés de part et d'autre de la frontière et les échanges de tirs deviennent quotidiens. Le 22 mai 2002, M. Vajpajee se rend au cachemire et déclare aux troupes indiennes que le moment d'un combat décisif est venu. Il informe également l'Angleterre que l'Inde se prépare à une guerre de plusieurs jours. Pendant ce temps, le Pakistan aguerrit ses troupes et procède à d'importants transferts de personnel d'Ouest en Est, ce qui dégarni son front avec l'Afghanistan malgré les protestations des Etats-Unis.

C'est dans ce contexte d'attentats et de tensions militaires que vont se dérouler les dernières élections au Cachemire indien, de septembre à décembre 2002. Elles auront été précédées d'une vague de violence qui coûtera la vie à 123 personnes dont celle du ministre de la justice du Jammu et Cachemire, M. Mushtaq Ahmad Lone, candidat de la conférence nationale. Le taux de participation à ces élections sera faible (44 %). Ce résultat est cependant significatif puisque, pour la première fois depuis 1977, les électeurs ont pu s'exprimer avec une relative liberté. Allié du BJP au pouvoir en Inde, la conférence nationale a connu un échec profond. Après deux

décennies au pouvoir, elle se retrouve dans l'opposition. Les principaux vainqueurs sont le PDP (*People's Democratic Party*) de Mufti Mohammed Sayeed et le parti du Congrès. Ils ont formé une coalition inédite pour une politique nouvelle comportant un programme commun minimum : le souci de réconcilier les communautés de la province, la libération des prisonniers politiques et le respect des droits de l'homme. Mufti Mohammed Sayeed a été désigné premier ministre pour trois ans puis ce sera au tour du congrès de gouverner la province.

Par ces élections, l'Inde estime avoir prouvé à l'opinion internationale que les Cachemiris souhaitaient une résolution du conflit par la voie des urnes et au sein de l'Union indienne. Elle retire même une partie de ses forces stationnées le long de la frontière avec le Pakistan hors Cachemire. Cependant, les séparatistes, qui ont appelé au boycott de ces élections, réclament toujours un référendum sous l'égide de l'ONU et la médiation d'un pays tiers, ce que New Delhi refuse totalement. Les militants islamistes avaient juré de « torpiller » le timide processus de paix entamé au Cachemire indien après les élections législatives de l'automne 2002. L'attaque sanglante contre deux temples hindous à Jammu, la capitale d'hiver de l'Etat himalayen, en est la première manifestation.

Tous les espoirs cachemiris de voir ce conflit s'éteindre bientôt, alors qu'il a fait plus soixante mille morts depuis 1989, semblent donc bien loin aujourd'hui. L'avenir, dans cette région, dépendra donc des évolutions intérieures en Inde et au Pakistan. Les élections de fin 2002 ont vu le parti proche du président, M. Musharraf, obtenir le meilleur score mais sans disposer de la majorité. Il a donc dû s'allier avec la coalition composée de six parties fondamentalistes musulmans, la *Muttahidda Majlis-e-Amal* (MMA) ou Conseil Uni pour l'Action, qui a conquis quarante-cinq sièges.

Pour prendre sa place sur la scène internationale, l'Inde doit maintenant avoir une « position respectable » dans le monde. Tout en conservant des liens privilégiés avec la Russie⁸⁹ dans les domaines militaire et nucléaire, l'Inde doit aujourd'hui traiter avec la superpuissance que sont les Etats-Unis, bien que ces derniers cherchent à contenir l'émergence de centres de puissance

⁸⁹ En mars 1999, l'Inde et la Russie ont signé un accord de coopération technico-militaire qui permet à l'Inde d'acheter du matériel militaire à des conditions privilégiées jusqu'en 2010. Ils ont aussi signé différents textes lors de la visite à New Delhi du président russe, M. Vladimir Poutine, du 2 au 4 octobre 2000, dont un MOU (*Memorandum of understanding*) secret pour une coopération dans l'utilisation de l'énergie atomique et une déclaration de partenariat stratégique. En 2001, la Russie s'est engagée à fournir à l'Inde de l'uranium appauvri pour les deux centrales nucléaires civiles de Tarapur, construites par les Américains. Les deux pays ont également signé un contrat portant sur 310 chars T-90 (124 seront fabriqués par les Russes et 186 par les Indiens). Ils avaient auparavant

indépendants. Le fait que, en 2002, de nombreux émissaires américains de haut rang soient intervenus pour « retenir la main armée de l'Inde » et exiger du Pakistan qu'il étouffe le militantisme cachemiri, montre toute l'évolution de la relation entre New Delhi et Washington. Cette démarche a débuté en 1994 lors d'un sommet avec le président américain, M. Bill Clinton. Auparavant, l'intérêt américain pour l'Inde était considéré comme inexistant en dehors de l'humanitaire, du culturel et des « maladies contagieuses »⁹⁰.

Par sa réussite, la diaspora indienne, forte de 1,5 million de résidents aux Etats-Unis, a sans doute contribué pour beaucoup à ce rapprochement. La visite du premier ministre indien à Washington, du 14 au 18 septembre 2000, constitue un témoignage fort de l'intérêt nouveau des Etats-Unis et de leur nouveau partenariat. M. Vajpayee a d'ailleurs affirmé : « Nous avons, je crois, créé un cadre de dialogue et d'engagement qui résistera au temps ».

De plus, depuis le 11 septembre 2001, la coopération entre les deux pays a grandement augmenté car ils se sont découverts un ennemi commun : le terrorisme. Des manœuvres terrestres conjointes se sont ainsi déroulées en Inde en 2002. De même, des patrouilles maritimes mixtes ont été effectuées dans le détroit de Malacca. Un exercice conjoint des forces spéciales s'est également tenu à Agra.

Dans le domaine politique et économique, les sanctions qui frappaient l'Inde depuis 1998 (mais aussi le Pakistan) ont été levées, Washington a condamné les dernières attaques terroristes contre l'Inde et le gouvernement américain a autorisé la vente d'ordinateurs de grande puissance pour le programme spatial indien.

New Delhi a, pour sa part, apporté son soutien à la défense antimissile américaine et a accepté de discuter de l'aspect négatif de la cour pénale internationale (CPI). De plus, pour l'Inde, les Etats-Unis sont leur plus gros partenaire commercial⁹¹ (sauf si on additionne les chiffres des 15 pays européens) et sont un membre influent des institutions financières internationales. Le rapprochement entre les Russes et les Américains est aussi un facteur à prendre en compte dans cette explication, comme peut l'être le besoin commun de contenir la Chine.

Cependant, les Etats-Unis doivent équilibrer leur politique car ils ont besoin d'un Pakistan stable et d'une coopération avec la Chine.

signé un accord pour la fabrication par l'Inde de 140 Su-30 MKI et ils discutent d'une location dans le futur de quatre Tu-22 M.

⁹⁰ Déclaration de M. Daniel Patrick Moynihan, ambassadeur américain auprès de l'ONU.

⁹¹ En 1998, les Etats-Unis étaient le principal client de l'Inde (19,51 % de ses exportations).

CONCLUSION

En résumé, l'Inde tente de s'affirmer militairement, économique et diplomatiquement. Bien que de nombreux progrès aient été réalisés dans ces domaines, les diverses révolutions en cours ne lui permettent pas encore d'atteindre son objectif : devenir une puissance régionale et mondiale.

Au nombre de ses réussites, on peut citer une stabilisation de ses frontières, une économie performante dans certains secteurs de pointe, une autosuffisance alimentaire et une force nucléaire.

Concernant ses échecs, on peut mentionner les problèmes avec le Pakistan (considérés par les Etats-Unis comme étant aussi importants que ceux qui opposent les deux Corée et La Chine à Taiwan), sa dette financière et l'opposition entre le Nord et le Sud du pays.

Le Nord, plus peuplé, a donc une représentation politique plus forte alors que le Sud, lui, concentre toute la richesse du pays. Les Etats « occidentaux » du Sud disposent des universités, des pôles technologiques performants et de l'industrie de défense. Le partage des richesses entre le Nord et le Sud est donc le défi le plus important que l'Inde se doit de relever.

Vaste fédération démocratique et multireligieuse, avec un multilinguisme constitutionnel, l'Inde a cependant beaucoup à apprendre à l'Europe.

ANNEXES

Annexe 1 : Carte de l'Empire Maurya d'Asoka

Annexe 2 : Carte du Sultanat de Delhi

Annexe 3 : Carte de la dynastie Moghol

Annexe 4 : Carte de l'Empire des Indes

Annexe 5 : Cartes générales de l'Inde

Annexe 6 : Carte de l'Océan indien

Annexe 7 : Carte du Cachemire

Annexe 8 : Carte du Sikkim

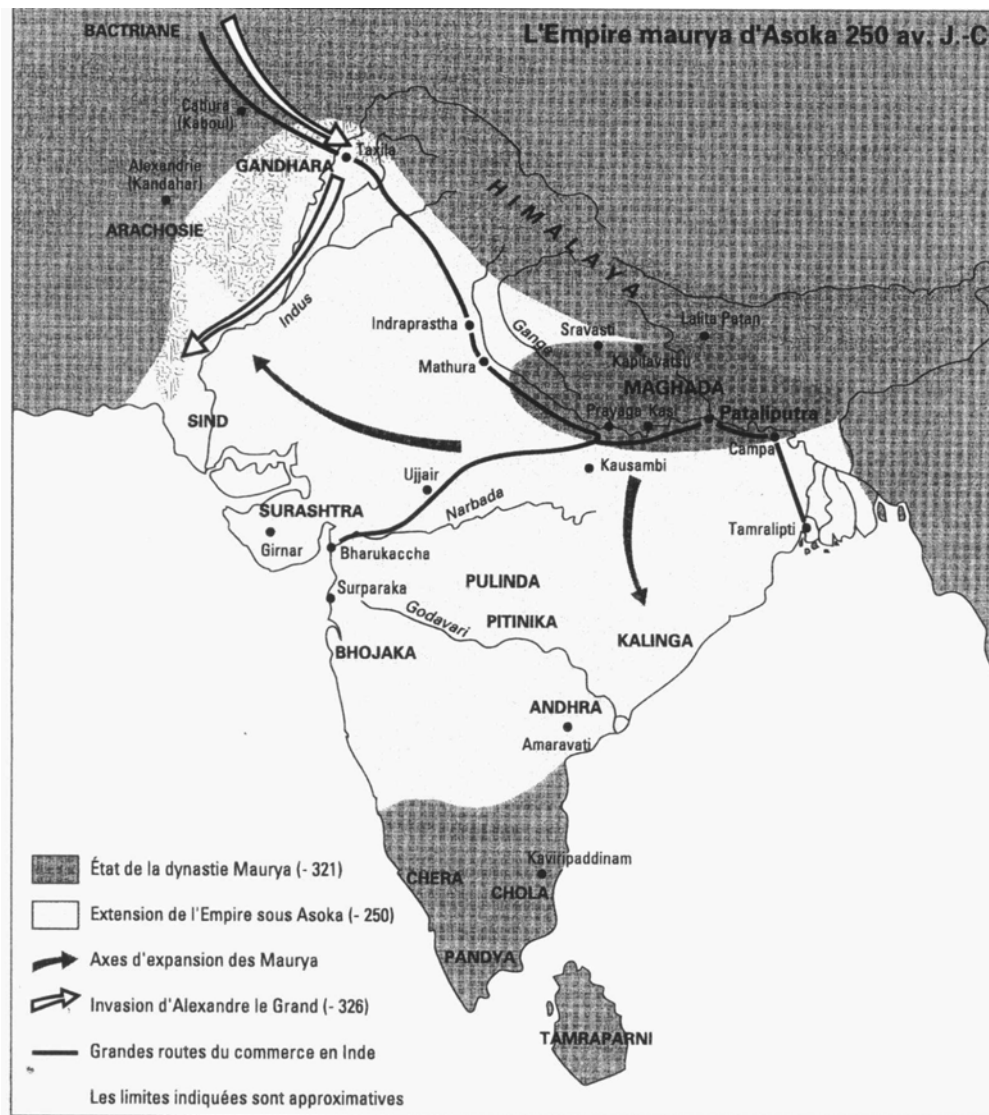
Annexe 9 : Technologie spatiale indienne

Annexe 10 : Missiles balistiques

Annexe 11 : Données économiques de l'Inde

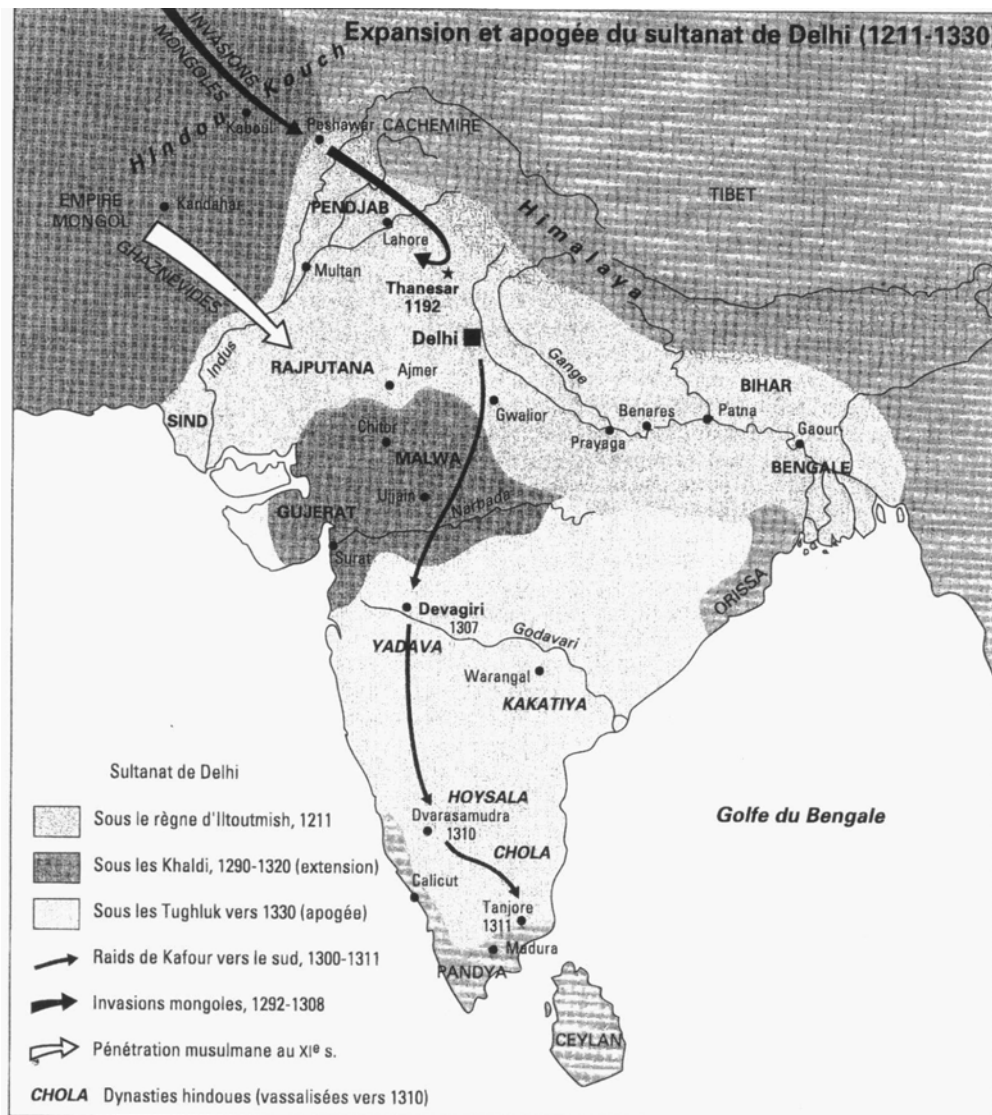
Annexe 1

CARTE DE L'EMPIRE MAURYA D'ASOKA



Annexe 2

CARTE DU SULTANAT DE DELHI



Annexe 3

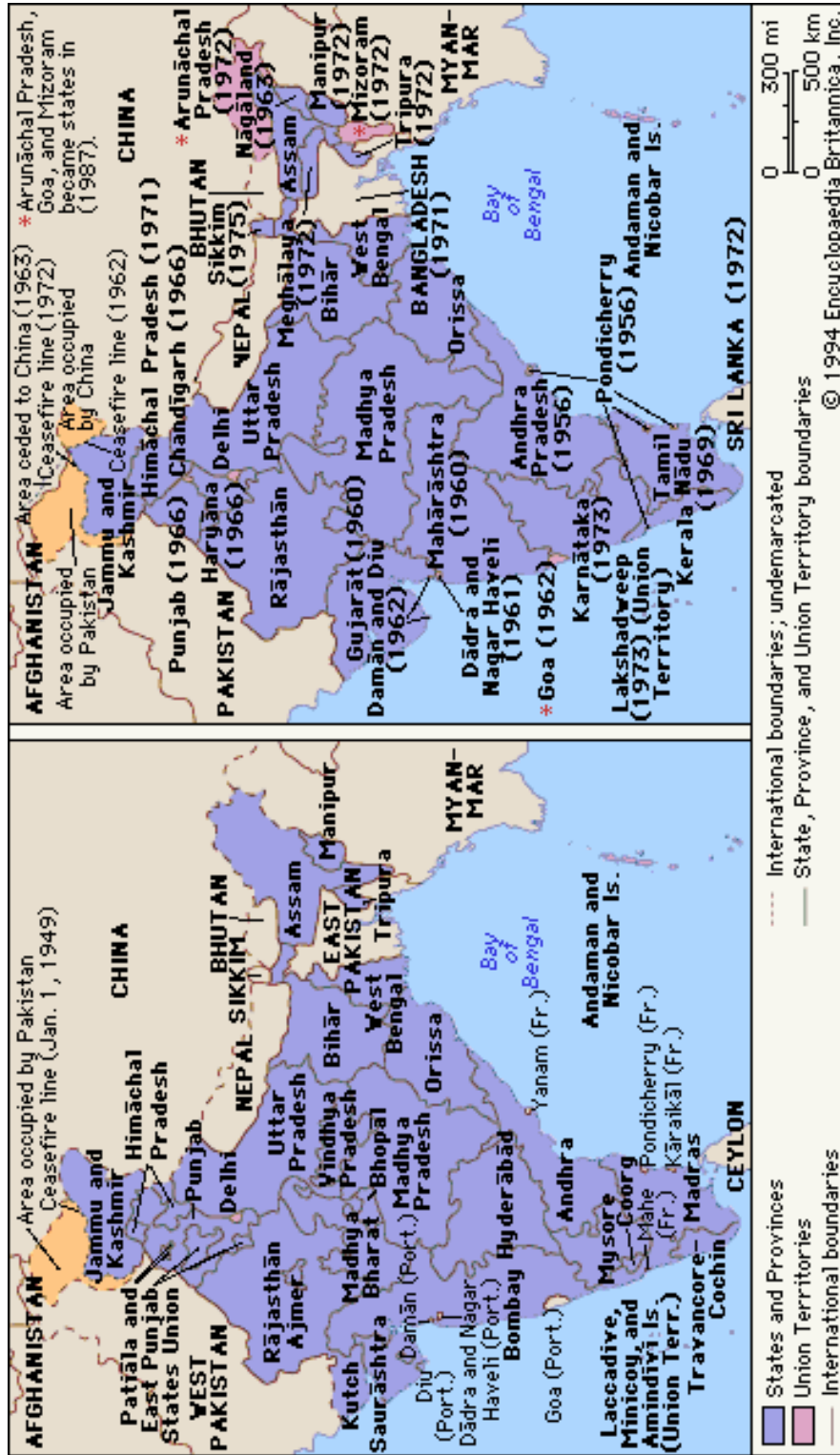
CARTE DE LA DYNASTIE MOGHOL



CARTE DE L'EMPIRE DES INDES

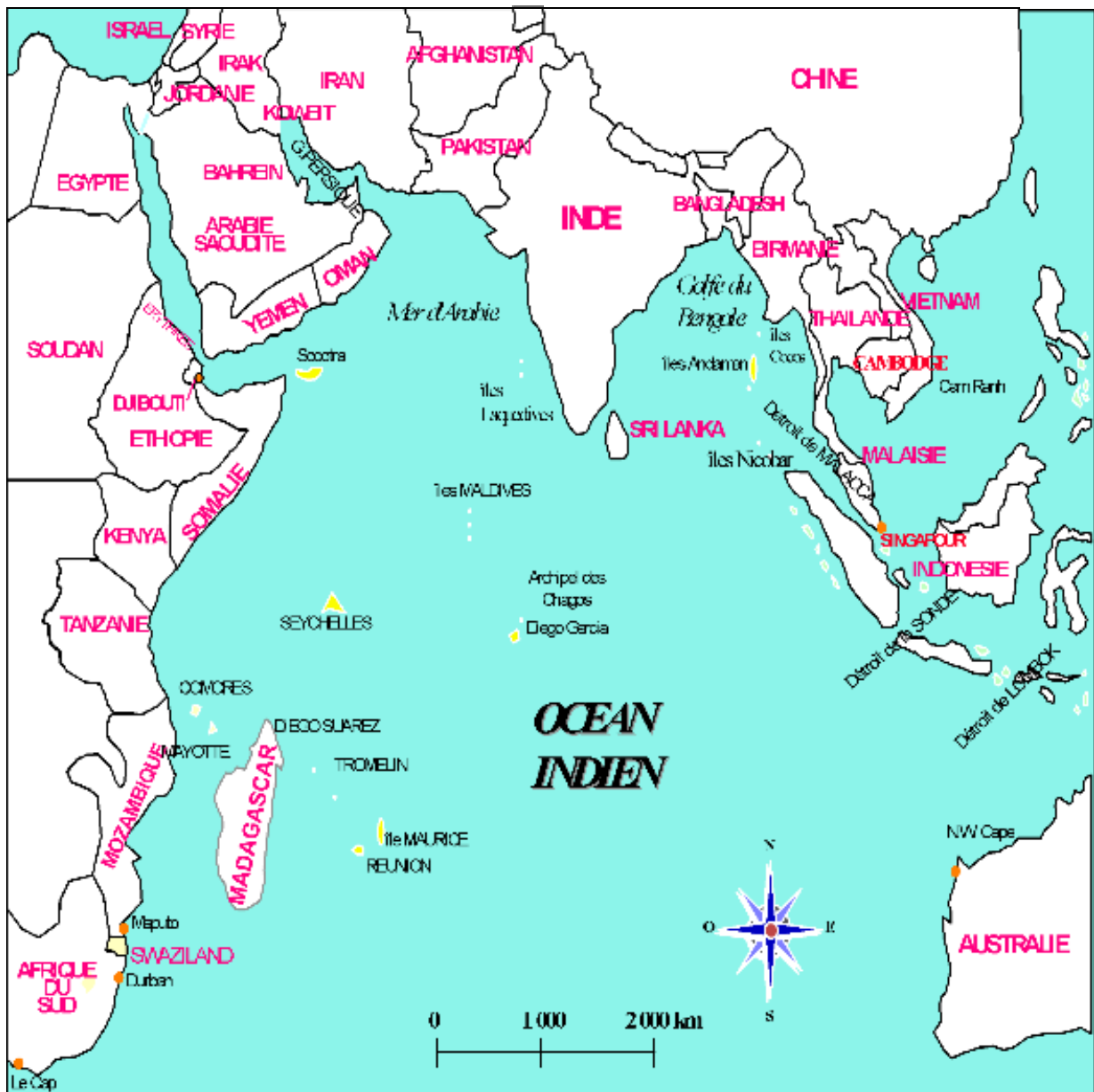


CARTES GENERALES DE L'INDE



Annexe 6

CARTE GENERALE DE L'OCEAN INDIEN



Source : GUILLARD Olivier – « La stratégie de l'Inde pour le XXIe siècle ».

Annexe 7

CARTE DU CACHEMIRE

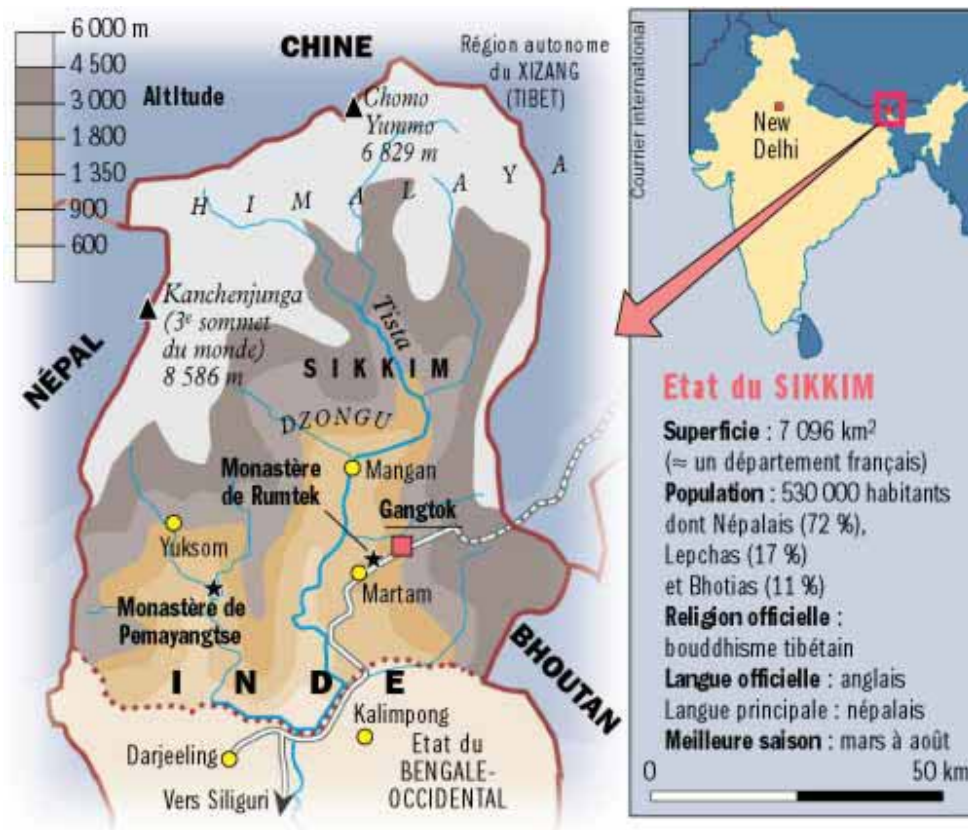


PHILIPPE REKACEWICZ

Source : Le Monde Diplomatique

Annexe 8

CARTE DU SIKKIM



Source : *Le Monde Diplomatique*

Annexe 9.1

SATELLITES INDIENS			
	Nom (Mission)	Lanceur utilisé Pays : Type	Date
1	Aryabhata (étude Terre-Soleil)	Union soviétique : C1	18 avril 1975
2	Bhaskara 1 (télé-détection)	Union soviétique : C1	7 juin 1979
3	Rohini-1 (technologie)	Inde : SLV-3	18 juillet 1980
4	Rohini-2	Inde : SLV-3	31 mai 1981
5	Apple (télécommunication)	Europe : Ariane 1	19 juin 1981
6	Bhaskara 2	Union soviétique : C1	20 novembre 1981
7	INSAT-1A (télécom., météo)	Etats-Unis : Delta 3910	8 avril 1982
8	Rohini-3	Inde : SLV-3	17 avril 1983
9	INSAT-1B	Etats-Unis : STS 8	30 août 1983
9	IRS-1A (télé-détection)	Russie : A1	17 mars 1988
10	INSAT-1C	Europe : Ariane 3	21 juillet 1988
11	INSAT-1D	Etats-Unis : Delta II	12 juin 1990
12	IRS-1B	Russie : Soyouz SL4	29 août 1991
13	SRS/SROSS-3 (technologie)	Inde : ASLV-D3	20 mai 1992
14	INSAT-2A	Europe : Ariane 4	9 juillet 1992
15	INSAT-2B	Europe : Ariane 44L	22 juillet 1993
16	SROSS-C2 (science)	Inde : ASLV-D4	4 mai 1994
17	IRS-P2	Inde : PSLV-D2	15 octobre 1994
18	INSAT-2C	Russie : Molniya-M	6 décembre 1995
19	IRS-1C	Russie : Molniya-M	28 décembre 1995
20	IRS-P3	Inde : PSLV-D3	21 mars 1996
21	INSAT-2D	Europe : Ariane 44L	3 juin 1997
22	IRS-1D	Inde : PSLV-D4	29 septembre 1997
23	INSAT-2E	Europe : Ariane 42P	2 avril 1999
24	IRS-P4 <i>Ocean Sat</i> (étude de l'océan)	Inde : PSLV-C2	25 mai 1999
25	INSAT-3B	Europe : Ariane 5	21 mars 2000
26	GSAT-1 (satellite expérimental de com. pour la future famille INSAT-4)	Inde : GSLV-D1 (moteurs russes)	18 avril 2001
27	TES (<i>India's Technology Experiment Satellite</i> : cartographie / résolution 1 m)	Inde : PSLV-C3	22 octobre 2001
28	INSAT-3C	Europe : Ariane 4	23 janvier 2002
	IRS-P6 RESOURCESAT-1		Prévu en 2003
	GSAT-2	Inde : GSLV-D2 Moteurs cryogéniques indiens	Prévu fin 2003
	IRS-P5 CARTOSAT-1 (cartographie / résolution de 2,5 m / revisite : 5 jours)		Prévu en 2003-2004
	CARTOSAT-2 (imagerie / résolution de 1 m / revisite : 4 jours / héliosynchrone)		
	Megha-tropiques (étude franco-indienne de l'atmosphère)	PSLV	Prévu en 2005
	CBERS 3 (imagerie / précision 5 m)		

Annexe 9.2

LANCEURS INDIENS				
	Nom	Bilan	Satellite transporté	Date
1	SLV-3	Echec	Rohini-0	10 août 1979
2	SLV-3		Rohini-1	18 juillet 1980
3	SLV-3		Rohini-2	31 mai 1981
4	SLV-3		Rohini-3	17 avril 1983
5	ASLV-D1	Echec	SRS/SROSS-1	25 mars 1984
6	ASLV-D2	Echec	SRS/SROSS-2	13 juillet 1988
7	ASLV-D3		SRS/SROSS-3	20 mai 1992
8	PSLV-D1	Echec	IRS-1E	20 septembre 1993
9	ASLV-D4		SROSS-C2	4 mai 1994
10	PSLV-D2		IRS-P2	15 octobre 1994
11	PSLV-D3		IRS-P3	21 mars 1996
12	PSLV-D4		IRIS-1D	29 septembre 1997
13	PSLV-C2		Premier lancement commercial de l'Inde 3 satellites (sur une orbite lunaire) : - KITSAT sud-coréen - TUBSAT Allemand - IRS-P4 indien	25 mai 1999
14	GSLV-D1		GSAT-1	18 avril 2001
15	PSLV-C3		- TES - Satellite belge PROBA - Satellite Allemand BIRD	22 octobre 2001
	GSLV-D2		GSAT-2	Prévu en 2003
	PSLV		Megha-tropiques	Prévu en 2005

Le Département de l'espace, créé au début des années 1970, est surtout constitué de l'ISRO (*Indian Space Research Organization*). Diverses installations sont situées dans le sud du pays, avec des aires de lancement à Sriharikota, au nord de Madras, sur la côte est, et à Trivandrum, à l'extrémité sud de la péninsule. Le programme spatial indien est fondé sur le développement d'une technologie spatiale avec des applications économiques directes. Il repose sur deux programmes essentiels dans les domaines de la télécommunication, la prévision météorologique et la télédétection : INSAT (*Indian National Satellite*) et IRS (*Indian Remote Sensing*). L'Inde utilise également des satellites de communication qui couvre l'ensemble du pays pour l'enseignement. Le premier indien dans l'espace date de 1984 lors d'une mission Soyouz vers la station orbitale Saliout 7.

Annexe 10.1

MISSILES BALISTIQUES

MISSILES BALISTIQUES DE L'INDE					
MISSILE	ETAT	PORTEE CHARGE	TETE NUCLEAIRE	CARACTERISTIQUES	ORIGINE
Prithvi-1	Opérationnel 15 tests Dernier essai le 26/03/2003	150 Km 1 000 Kg	Fortement probable	1 étage 2 moteurs Combustible liquide Mobile	Locale
Prithvi-2	Opérationnel Dernier essai le 31/03/2001	250Km 500Kg	Peu probable		Locale
Dhanush Prithvi-3	Pratiquement opérationnel Dernier essai le 11/04/2000	250 Km 1 000 Kg	Fortement probable		Locale
Agni-1 variante	Bientôt opérationnel Dernier essai 25/01/2002	750 Km ~1 000 Kg	Fortement probable	2 étages Missile mer-sol Variante courte portée du Agni-1	Locale
Agni-1	Testé	1 500 Km 1 000 Kg	Fortement probable	2 étages	Locale
Agni-2	Opérationnel depuis 04/2002 Dernier test le 17/01/2001	>2000 Km 1 000 Kg	Fortement probable	2 étages Combustible solide Mobile sur route	Locale
Agni-3	En développement 1 ^{er} test 04/1999	3000-5500 Km ? Kg	Fortement probable		Locale
Surya (ICBM)	En développement	>5500 Km 2 000 Kg			Locale / Russe
Sagarika (SLBM)	En développement Opérationnel vers 2010	350 Km 500 Kg	Fortement probable		Locale / Russe

Annexe 10.2

MISSILES BALISTIQUES

MISSILES BALISTIQUES DU PAKISTAN				
MISSILE	ETAT	PORTEE CHARGE	TETE NUCLEAIRE	ORIGINE
Hatf-1	Opérationnel	80 - 100 Km 500 Kg		Locale
Hatf-2 Abdali	En développement Derniers tests le 28/05/2002 et 26/03/2003	180Km 500Kg		Locale / Chine
Hatf-3 Ghaznavi	En développement Dernier test le 26/05/2002	290 Km 500 Kg		Locale / Chine
Tarmuk	En développement	300 Km 800 Kg		Locale / Chine
Haider	En développement	350 Km ? Kg		Locale
Shaheen-1 Hatf-4	En développement Testé le 04/10/2002 et le 08/10/2002	750 Km 500 Kg		Locale / Chine
Ghauri-1 (Nodong-1) Hatf-5	En développement Testé le 25/05/2002	>1300 Km 700 Kg	Fortement probable	Locale / Corée du Nord
Ghauri-2 Hatf-6	En développement Testé	2 300 Km 700 Kg	Fortement probable	Locale / Corée du Nord
Shaheen-2	En développement	2 500 Km 1 000 Kg		Locale / Chine
Ghauri-3	En développement Propulseur testé	3 000 Km ? Kg		Locale / Corée du Nord

Annexe 11.1

DONNEES ECONOMIQUES DE L'INDE

Principaux indices	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
PIB en Md USD		258,2	303,7	329	354,1	389,3	439,9	539,7	496,7		538
POPULATION en M					962,378	979,673	997,515	1015,923	1033,389		1100
PIB par hab USD		287	332	357	374	404	440	540	488		507
DENSITE hab/km2				295		300,8		304,7	348		
FECONDITE					3,3			3,06			
ESPARANCE DE VIE			62,3			62			61		
CONSO ENERGIE (kgep/hab)		248,1	260		484,46	481,11	481,61				
DEFICIT BUDGETAIRE		-7,5	-6,6	-5,5	-5						
Déficit budgétaireEtats %PIB			-4,8	-4,3	-4,1	-4,8	-5	-5,6	-5,1	-4,7	
Taux croissance GDP		6,8	7,6	7,5	5	5,8	6,7	5,4	4,1	5	5,7
CROISSANCE DU PIB %				7,1				6,1	6,6		6,1
CROISSANCE DU PIB réel %				7,7	6,8	6,5			5,2		
Croissance investissement fixe						5,6	8,9	8,1	5,1	7,5	8,4
INFLATION % IMF source		10,2	10,2	9	7,2	13,2	4,7	4	3,8	4,5	5,1
Dette interne / PIB		53,2	51,1	50,6	49,1	47,1					
Dette EXTERNE / PIB		35,7	33,6	28,6	27						
Taux d'alphabétisation				52			56,5	57			
Ratio au service de la dette		26,9	27,1	26,3	27,5				16% du PIB		
Réserves en devises Mds USD				17,05			30	33,3	40,8		
Croissance économique %				7,6	7,8	5	6,8	6,4	5,2		
Budget militaire Mds US \$	6,33	7,33		9,9	10,4			13,8	15,3		
Budget défense (%PIB)							2,3	2,68	2,82		

	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-00	2000-01
Exportations	18537	22238	26330	31828	33507	34933,9	33120,6	36698	44560,3
Importations	21880	23303	28259	36367	39177	41484,3	42388,3	49737,7	50536,5
Solde commercial	-3343	-1065	-1929	-4539	-5670	-6550,4	-9267,7	-13040	-5976,2

Source : FMI

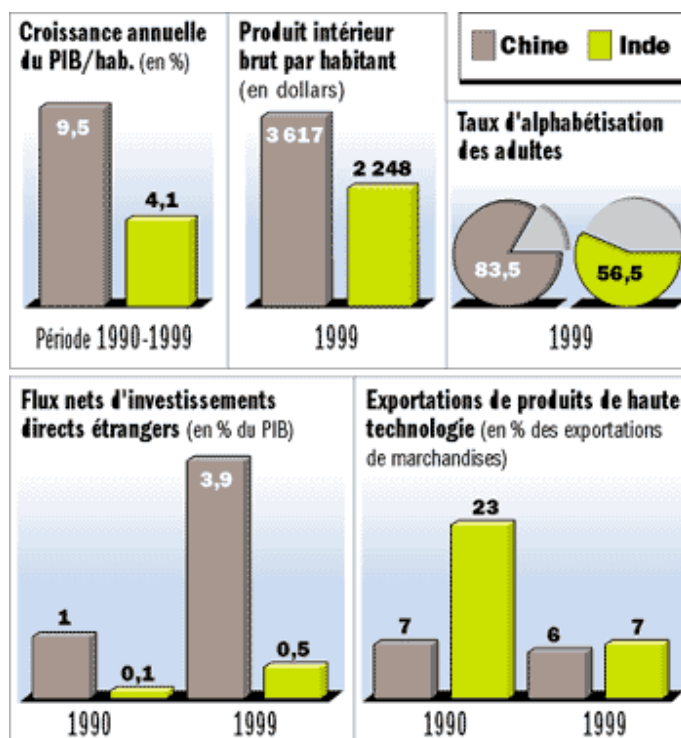
Part PNB	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Agriculture	31,3	27,99	27,69	26,23	24,89	24,5
Industrie	27,5	27,1	26,51	26,02	26,92	27,14
Services	41,2	44,92	45,79	47,75	48,19	48,36

Annexe 11.2

DONNEES ECONOMIQUES DE L'INDE

		1950	1960	1970	1980	1990	
		Export.	Export.	Export.	Export.	Export.	Import.
INDE	en M \$	1 178	1 331	2 026	8 378	17 969	23 580
	% mondial	1,9	1	0,6	0,4	0,52	0,65
	Croissance					9,38	6,91
CHINE	en M \$	550	2 571	2 307	18 270	62 091	53 345
	% mondial	0,9	2	0,7	0,9	1,78	1,48
	Croissance					14,75	12,9
MONDE	en M \$	60 700	129 100	315 100	1 998 200	3 483 038	3 603 533

		1992	1995		2000		2001	
		Export.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
INDE	en M \$	19 563	30 630	34 707	42 379	51 295	43 611	49 618
	% mondial	0,5	0,6	0,67	0,67	0,79	0,71	0,79
	Croissance		9,45	10,07			2,91	-3,27
CHINE	en M \$	84 635	148 797	129 113	249 297	206 132	266 160	243 610
	% mondial	2,3	2,9	2,48	3,93	3,17	4,35	3,87
	Croissance		14,48	12,62			6,76	18,18
MONDE	en M \$	3 662 400	5 126 570	5 199 077	6 338 198	6 510 806	6 112 052	6 298 652



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- Sous la direction de JAFFRELOT Christophe – *L’Inde contemporaine*. – Paris : Fayard, 1997.
- Sous la direction de MARKOVITS Claude – *Histoire de l’Inde moderne (1480-1950)*. – Paris : Fayard, 1994.
- ZINS Max-Jean – *L’Inde, un destin démocratique*. – Paris : La Doc Française, 1999.
- CHOUVY Pierre-Arnaud – *Les territoires de l’opium : conflits et trafics du Triangle d’Or et du Croissant d’Or*. – Genève : Olizane, 2002
- HUNTINGTON Samuel P. – *Le choc des civilisations*. – Paris : Odile Jacob, 1999.

SITES INTERNET :

Sites institutionnels :

- <http://www.senat.fr> : Sénat français
- CHAUMONT Jacques – *L’Inde en mouvement : une chance à saisir pour la France*. – Rapport d’information 476 (98-99) – Commission des finances
- *Compte rendu de la visite en Inde d’une délégation du groupe sénatorial France- Inde du 26 février au 7 mars 1997*
- <http://www.amb-inde.fr> : Ambassade de l’Inde en France
- <http://www.unicef.org> : UNICEF
- <http://www.wto.org> : Organisation mondiale du commerce
- <http://www.unfpa.org> : United Nations Population Fund
- <http://www.undp.org> : United Nations Development Programme
- <http://econ.worldbank.org> : Banque mondiale
- <http://www.unctad.org> : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
- <http://www.unep-untactad.org>
- <http://www.isro.org> : Indian Space Research Organisation

- <http://first.sipri.org>
- <http://www.nci.org> : Nuclear Control Institute
- <http://www.armscontrol.org> : Arms Control Association
- <http://www.cyberport.uqam.ca>

Sites de géopolitique

- <http://www.stratisc.org> : L'Institut de Stratégie Comparée (ISC), l'Institut d'Histoire des Conflits Contemporains (IHCC), la Commission Française d'Histoire Militaire (CFHM)
- SHIHMIN Chen – « L'évolution de la conception chinoise de la dissuasion nucléaire depuis l'époque de Deng Xiaoping (après 1978) ».
- GUILLARD Olivier – « Essais nucléaires dans le sous-continent indien : à qui profite le crime ? ».
- GUILLARD Olivier – « La stratégie de l'Inde pour le XXIe siècle ».
- AMELOT Laurent – « La Chine et l'Océan indien : l'enjeu Birman ».
- K.M. PANIKKAR et le développement de la marine indienne.
- <http://www.diploweb.com> : Revue d'études géopolitiques
- <http://www.geoscopie.com>
- <http://www.cepii.fr> : Centre d'études prospectives et d'informations internationales
- <http://www.rand.org>
- *India's Emerging Nuclear Posture*
- www.grip.org : DONNAY Françoise – Inde – Pakistan : forces militaires et nucléaires en présence. – Bruxelles : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), 2002.
- www.ensta.fr : BERTHELEMOT Anne et DECROS Matthieu – Le Pakistan : une puissance régionale – Dans le cadre de cours « géopolitique du monde contemporain » par Jérôme Helie.

Reuves en ligne et électroniques

- <http://www.quid.fr>
- <http://www.monde-diplomatique.fr>
- <http://www.sciencepresse.qc.ca>
- <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Divers

- <http://www.tlfq.ulaval.ca>
- <http://www.maisonhimalayas.org> : La maison des Himalayas
- <http://www.pondichery.com>
- <http://www.webshopindia.fr>
- <http://www.bharat-rakshak.com> : Indian Military Forces
- <http://www.cyberportuqam.ca>
- <http://www.ceip.org> : Carnegie Endowment for International Peace
- <http://www.acdi-cida.gc.ca>
- <http://www.fpfre.peopledaily.com.cn>
- <http://www.oscise.tripod.com>
- <http://www.uscirf.gov> : United States Commission on International Religious Freedom
- <http://www.perso.wanadoo.fr/sattia>
- <http://www.forget-me.net>
- WANAïK Achim – « Inde, 50 ans d'existence, quel bilan ? » - traduction de FORGET Yann, 2002
- « L'Inde, puissance nucléaire. »
- <http://www.chez.com/bharat>
- <http://www.historel.net/orient>
- <http://matt.marriott.faihw.com>
- <http://www.webshopindia.fr> : Forces militaires indiennes

JOURNAUX, MAGAZINES ET REVUES :

Presse quotidienne nationale

- *Le Monde*
- *Les Échos*
- *Le Figaro*

Presse quotidienne internationale

- *The Times of India*
- *Outlook*
- *The Hindu*
- *India Today*
- *The Nation*
- *The Daily Pakistan News*
- <http://www.ledevoir.ca> : Le devoir

Presse hebdomadaire

- *Courrier international*

Revue spécialisée

- *The Indian Ocean Review*
- *Jane's Defense Weekly*
- *SAARC Newsletter*
- *Asian Defence Journal*